

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Les rapports du Parti et des Syndicats en France (*Fernand Lorient*). — A propos de « L'Etat et la Révolution » (*Amédée Dunois*). — Thèses sur la tactique, adoptées par le 3<sup>e</sup> Congrès Communiste International.

La Révolution d'octobre à Moscou (*Victor Serge*). — Sous le drapeau rouge du Proletcult (*Valérien Polianski*). — Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. — Chronique Internationale : Pologne (*R. M.*). — Documents divers, etc...

## Les Rapports du Parti et des Syndicats en France

**P**OUR bien comprendre les rapports du Parti et des Syndicats en France, il est nécessaire de résumer brièvement ce que furent ces rapports avant et pendant la guerre.

C'est vers 1880 que les syndicats français se multiplient et se dégagent définitivement du mutualisme. Dès cette époque, ils ont à lutter pour leur indépendance et contre l'emprise des différents partis politiques bourgeois et prolétariens. Le parti guesdiste surtout tente de s'emparer du mouvement syndical ; mais il est trop faible et les querelles entre guesdistes, broussistes, allemanistes, etc., n'ont d'autre résultat que de fortifier dans les syndicats français la volonté d'agir en pleine autonomie et en dehors de toute ingérence d'un parti politique quel qu'il soit.

A l'inverse de ce qui s'est produit dans différents pays, notamment en Angleterre, le développement des syndicats en France a été irrégulier, sporadique ; leur organisation fragile. Les Bourses du Travail, les Fédérations de métier, apparaissent sans liens bien déterminés et il semble, au moment de l'affaire Dreyfus, qu'un parti politique à étiquette socialiste pourra facilement, avec l'appui du gouvernement, faire servir leur mouvement à des fins bourgeoises. Millerand s'essaie à cette tâche et s'efforce de corrompre les organisations en s'attachant leurs fonctionnaires, et en subventionnant leurs œuvres. Cette tentative n'aboutit, comme celle du Parti guesdiste, qu'à fortifier la volonté d'indépendance des syndicats. Cette volonté s'exprime bientôt au

Congrès de Bourges de 1904, puis d'une façon plus précise au Congrès d'Amiens de 1906, où on formule les bases doctrinales et tactiques du syndicalisme français. Ce n'est plus le citoyen, mais le producteur, qui est pris comme unité ; sa méthode est l'action directe et la grève générale. On a une base sociale dans les Bourses du Travail qui apparaissent comme la cellule de la société future, les Fédérations d'Industrie ayant plus spécialement la charge de la production.

Ce qui domine surtout, c'est un désir d'action et le mépris des « politiciens ». Comme on désigne presque toujours sous ce vocable, non l'homme habile qui agit avec duplicité dans son organisation pour faire servir celle-ci à des fins personnelles, mais tout adhérent à l'organisation politique du prolétariat, ce qui est la négation même de l'utilité d'un parti politique, il s'ensuit que les relations entre les syndicats et les partis socialistes ne se nouèrent qu'à de rares intervalles et dans des circonstances exceptionnelles. On peut citer, parmi ces accords passagers, la grande manifestation contre la guerre avec le Maroc organisée en 1911 au Pré-St-Gervais par le Parti et la C. G. T. Même accord passager au moment d'Agadir et des funérailles d'Aernoult. Il faut noter cependant que l'*Humanité* avait déjà une tribune syndicale où collaboraient Griffuelhes, secrétaire de la C. G. T., et Pouget.

Cette situation dure jusqu'en 1914. Il est certain qu'au début de la guerre des relations s'établirent entre les social-patriotes maîtres du

Parti et de la C. G. T., comme entre ceux-ci et M. Malvy, ministre de l'Intérieur, à l'occasion de l'application du carnet B. Des gages furent donnés de part et d'autre. Les fonctionnaires socialistes et ouvriers furent assis contre les risques de guerre, le gouvernement contre une opposition des masses travailleuses au grand crime. Jouhaux voit fréquemment Sembat et Guesde. Comme le Parti, la C. G. T. va en 1915 à la Conférence interalliée de Londres. Mais c'est surtout dans le fameux « Comité d'Action » que se nouent officiellement à cette époque les relations, non seulement entre la C. G. T. et le Parti, tous deux représentés, mais entre ces organisations et la bourgeoisie. Les coopératives ont également leurs représentants dans ce Comité. Il n'est point question alors pour Messieurs Jouhaux et consorts de la charte d'Amiens et de l'Indépendance des syndicats.

Cependant l'opposition à toute liaison permanente entre les syndicats et les partis politiques n'est point morte. On va la retrouver très vivace dès la fin de 1915 dans la seule organisation révolutionnaire d'opposition à la guerre « Le Comité pour la reprise des relations internationales ».

Fondé à l'état embryonnaire en août 1915, ce Comité fut officiellement constitué en France au retour de Zimmerwald c'est-à-dire dans les premiers jours d'octobre 1915. À part Merrheim et Bourderon qui étaient allés à Zimmerwald, les membres du Comité ignorèrent le point de vue de la gauche de Zimmerwald défendu par Lénine. La petite brochure où celui-ci développait ce point de vue ne parvint à Paris que beaucoup plus tard et à un nombre très restreint d'exemplaires. Le Comité accepta donc la thèse de la majorité de Zimmerwald sur le caractère de la guerre, sur la nécessité de reprendre les relations avec les organisations internationales existantes et sur l'action à mener en faveur de la paix. Le Comité était ouvert à tous ceux, socialistes, syndicalistes, anarchistes qui acceptaient la lutte du prolétariat contre la guerre. Les positions autonomes traditionnelles du Parti et de la C. G. T. amenèrent dès l'origine du Comité, celui-ci à créer dans son sein deux sections principales : une section socialiste et une section syndicale, chacune, en s'inspirant des discussions générales, pouvant librement évoluer sur son terrain. Il semblait aux organisateurs que cette absolue liberté était une garantie suffisante pour rendre possible dans le Comité la cohabitation de ses éléments divers, trouvant ainsi la possibilité de coordonner leurs efforts. Cependant, quelques semaines s'étaient à peine écoulées que le groupe syndicaliste

du Comité se désagrégait. Sous l'inspiration des syndicalistes anarchistes la plus grande partie des membres de ce groupe quittèrent le Comité pour fonder le « Comité de Défense syndicaliste » ne voulant pas entendre parler non seulement d'entente avec les membres du Parti, mais des luttes menées dans le sein de celui-ci par les socialistes du Comité pour la reprise des relations internationales. Ceux qui restèrent n'étaient d'ailleurs pas moins attachés à la charte d'Amiens et dès ce moment il était aisé de prévoir que le développement de l'opposition à la majorité confédérale ne modifierait pas sensiblement la situation avant que les événements, ayant bouleversé le Parti et changé profondément son orientation politique, aient démontré aux partisans de la charte d'Amiens la nécessité révolutionnaire de l'organisation politique de la classe ouvrière, précisé son rôle historique, mis en lumière ce que cache en réalité la formule de neutralité politique pour les syndicats et défini dans quelle mesure les organisations de classe du prolétariat peuvent être indépendantes les unes des autres.

Avec opiniâtreté les syndicalistes minoritaires mènent la bataille au sein de leurs organisations et du Comité Confédéral mais les liens qui les unissent sont si fragiles, le terrain sur lequel ils évoluent est si mouvant que la majorité, parfaitement homogène dans sa doctrine et sa tactique réformistes comme dans son prétendu programme de réalisations, apparaît chaque fois maîtrisée de la situation. A Clermont-Ferrand, la trahison de Merrheim fait effondrer brusquement l'opposition syndicale. Rien ne montre mieux la faiblesse du fonds d'idées qui guidait à ce moment la minorité révolutionnaire des syndicats français que ce fait qu'elle ait pu, même momentanément, être égarée par la défection d'un homme.

L'attitude du Parti à cette époque n'est d'ailleurs pas de nature à clarifier le débat. Les masses militantes de ce parti longtemps égarées ne comprennent pas encore que la politique de Longuet entourée des hardiesses verbales d'un Paul Faure est au fond exactement la même que celle d'Albert Thomas et de Renaudel. Pour le démontrer péremptoirement, le passage au pouvoir socialiste des premiers est une nécessité inéluctable. Ce passage des centristes à la direction du Parti est marqué par leurs appels réitérés et humblement comiques à l'union du Parti et de la C. G. T. On feint de croire que Jouhaux et consorts sont capables d'action révolutionnaire et cela ne contribue pas peu à creuser le fossé entre les syndicats et le Parti. On ne

peut, en effet, dans les hautes sphères confédérales pardonner aux centristes du Parti de s'être assis à la place de ceux avec qui, on s'entendait si bien et d'avoir par leurs formules parfaitement équilibrées pour l'inaction dans un sens comme dans l'autre préparé le lit des révolutionnaires dont les forces progressent rapidement. La politique du *Populaire* n'a pas plus de faveur auprès des syndicalistes révolutionnaires qui se regroupent autour de la *Vie Ouvrière* et s'affirment à nouveau au Congrès de Lyon.

Il semble en un instant que ce Congrès va donner au mouvement minoritaire son impulsion définitive, mais ses divers éléments continuent de puiser leurs inspirations dans un passé mort et dans l'anachronique charte d'Amiens. Leur action est caractérisée par une critique pénétrante de la politique majoritaire, mais une obscurité profonde enveloppe toujours leur position au regard des grands problèmes de la révolution. Ils restent profondément divisés non seulement sur le processus des événements révolutionnaires, la dictature du prolétariat, la nécessité de l'Etat prolétarien... mais sur la question même de l'utilité de la lutte à l'intérieur de la C. G. T. Certains éléments ne voient le salut que dans la scission. Aussi les 588 syndicats, qui avaient présenté à Lyon un front uni dans l'assaut donné au Comité Confédéral ne se retrouvent-ils plus aisément au lendemain de Lyon lorsqu'il s'agit de grouper les énergies pour les combats futurs.

Pendant ce temps, le journal de Longuet continue régulièrement et vainement, de béler l'unité sur le néant. Les dirigeants du Parti dont l'influence est à peu près ruinée n'ont ni la volonté, ni la puissance, ni l'autorité morale pour inspirer confiance et lancer et soutenir les grandes idées directrices autour desquelles s'amalgameraient, dans les organisations, de classe du prolétariat, les énergies révolutionnaires.

La défiance justifiée des syndicalistes révolutionnaires à l'égard d'un tel parti est toujours si profonde que les progrès des communistes dans le Parti et la perspective de leur prochaine victoire ne modifient pas sensiblement ce sentiment que nombre de communistes hésitent à heurter dans leurs syndicats. On constate très fréquemment que tel militant qui vote volontiers avec les communistes dans le Parti, vote avec les majoritaires dans son syndicat. Cette attitude s'explique non par l'imprécision des idées exposées par les communistes dans le Parti, mais par l'atmosphère générale dans les syndicats, par la haine simpliste du politicien, par la défiance

traditionnelle et habilement entretenue par les majoritaires contre les membres du Parti, suspects de subir des influences extérieures. Cette atmosphère particulière est telle que Frossard, au retour de Russie, parti au Congrès d'Orléans dans l'intention d'être très net sur le sens et la méthode de la lutte à mener par les communistes contre la majorité confédérale, se laisse influencer et prononce un discours plus modéré que celui qu'on attendait. Il serait injuste de faire retomber sur lui seul la responsabilité de son attitude à Orléans. La grosse majorité des congressistes minoritaires ne voyait toujours en lui que le politicien et restait en défiance.

Dans le courant de 1920, certaines communications de l'Exécutif de Moscou, signées Zinoviev et traitant de la question des syndicats, et l'apparition des 21 conditions dont l'une préconisant la formation de noyaux communistes au sein des syndicats, causèrent dans les milieux syndicalistes une émotion profonde s'avantiment exploitée par les majoritaires.

Un gros courant s'affirma aussitôt dans les syndicats contre le noyautage organisé par le Parti et contre la subordination à ce Parti.

La victoire des communistes au Congrès de Tours et la scission de la droite et du centre calmèrent quelque peu l'effervescence des syndicalistes révolutionnaires qui avaient réussi à fonder sous le nom de Comités syndicalistes révolutionnaires (C. S. R.) des noyaux dans les syndicats.

La formation de ces noyaux a jeté le plus grand trouble dans les rangs de la majorité confédérale. Dans l'espoir de paralyser leur essor les dirigeants de cette majorité ont entamé contre eux une vigoureuse campagne basée sur les arguments suivants : les C. S. R. sont le jouet d'influences extérieures au syndicalisme ; ils reçoivent leur mot d'ordre de Moscou et obéissent à Zinoviev ; ils foulent aux pieds la charte d'Amiens ; la neutralité politique des syndicats et travaillent pour placer ceux-ci sous la tutelle du Parti. Les majoritaires savent que cette argumentation est contraire à la réalité mais qu'elle frappe vivement l'imagination des militants et heurte de front leur attachement aux traditions d'indépendance du mouvement syndical.

Il est certain toutefois qu'un nombre toujours croissant de syndicalistes révolutionnaires ne font plus de la neutralité politique une question de principe. Si leur hostilité à l'égard d'un parti de politiciens reste la même, ils se sont trouvés en majorité dans une récente réunion des C. S. R. tenue à Paris

pour voter une motion dans laquelle il est dit que « les C. S. R. se déclarent prêts à collaborer avec le parti politique qui agira révolutionnairement ».

Un essai de charte constitutive établi par eux marque un grand pas vers une communauté de conception entre les éléments révolutionnaires du Parti actuel et des syndicats. En fait, cependant, cette collaboration reste tout entière à établir. Les C. S. R. eux-mêmes sont en plein travail d'évolution. S'ils entendent rester à l'abri des influences extérieures, ils sont profondément remués par des influences intérieures qui s'efforcent de donner au mouvement son orientation. Communistes membres du Parti, communistes encore hors du Parti, syndicalistes attachés à la formule : « Le syndicalisme suffit à tout », anarchistes contempteurs de la dictature et de l'Etat prolétarien se heurtent au sein des C. S. R. et se disputent la suprématie.

On ne peut donc pas dire actuellement que les C. S. R. soient des noyaux communistes, mais le Parti les a trouvés constitués au lendemain de Tours et il est certain que toute création nouvelle de sa part l'eût isolé définitivement des syndicats.

Dans cette situation, le Parti ne pouvait qu'agir pour donner confiance aux C. S. R. et faire prévaloir dans leur sein les solutions communistes. Cette préoccupation l'a pratiquement guidé dans l'établissement de sa motion de Tours. Le Parti ne doit pas solliciter cette confiance, mais prouver par son action quotidienne qu'il la mérite. Ses membres doivent pénétrer de l'esprit communiste les C. S. R. dont l'avènement au pouvoir confédéral est proche. L'unité de front révolutionnaire sans laquelle le prolétariat organisé français sera toujours faible doit être créée. Il ne saurait être question de subordination organique d'une organisation à l'autre. L'Internationale communiste ne demande pas cela et ne l'a jamais demandé.

Elle ne demande qu'une chose rationnelle et nécessaire : c'est que tous les communistes entrent au Parti ; c'est qu'ils se pénètrent bien de l'idée que le syndicalisme est une politique et qu'il est absurde et nuisible d'être communiste dans le Parti et syndicaliste dans les syndicats.

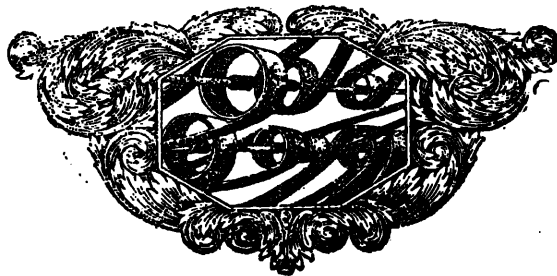
La situation particulière du mouvement communiste et ouvrier, en France, la survivance tenace des traditions du passé, le fait que la question des syndicats dans leurs rapports avec le Parti n'a jamais été examinée très profondément chez nous, la confusion que cette carence a provoquée et développe

dans les esprits, entretiennent chez nombre de militants des syndicats et même du Parti l'idée fautive de prétentions excessives et même dangereuses de l'Internationale communiste.

Sous la plume du camarade F. Besnard, secrétaire adjoint du Comité central des C. S. R., ces organisations nous conviaient dans l'*Humanité* du 23 août à préciser notre position à leur égard. Le Parti se doit de leur répondre en instituant immédiatement sur la question un débat fraternel, mais large et loyal.

Les dernières délibérations du Comité directeur du Parti montrent que celui-ci est décidé à agir en ce sens. La nécessité urgente d'un travail de clarification apparaît avec une évidence que nul ne conteste, et nous sommes tous animés de la même volonté de dégager du chaos actuel, si préjudiciable aux intérêts de la classe ouvrière, la formule qui nous subordonnera les uns et les autres à la même solution révolutionnaire pratique des problèmes de la révolution sociale.

F. LORIOT.



## A nos Amis

*Le Bulletin Communiste* contient une documentation unique sur le mouvement communiste international.

*Le Bulletin Communiste* publie tous les documents de la 3<sup>e</sup> Internationale.

*Le Bulletin Communiste* paraît tous les jeudis sur 16, 20, 24 ou 32 pages.

*Le Bulletin Communiste* doit être en vente dans tous les Kiosques

Les Groupes du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale et les Sections du Parti Communiste doivent être abonnés au *Bulletin Communiste*.

*Le Bulletin Communiste* est rédigé par les meilleurs écrivains communistes.

Soutenez par vos souscriptions le *Bulletin Communiste*. Demandez-nous des listes d'abonnement et de souscription. Faites les circuler.

# A propos de « l'Etat et la Révolution »

Depuis quelques jours est mis en vente un important ouvrage de Lénine, *l'Etat et la Révolution*. On ne saurait trop en recommander la lecture — mieux que la lecture, l'étude — à tous les camarades du Parti qui prennent au sérieux le communisme.

Le communisme est un puissant mouvement historique auquel chacun de ses adhérents, chaque membre de l'Internationale, participe de toute sa force, prodiguant joyeusement pour la « Cause » son temps et son argent, son intelligence et son zèle, risquant son pain (et quelquefois le pain des siens), voire sa liberté, voire même sa vie dans l'assurance de la victoire finale. Mais le communisme n'est pas qu'un mouvement politique et social, c'est aussi une doctrine, et si intimement liée au mouvement qu'elle ne fait qu'un avec lui.

Cependant, il faut bien le dire, le communisme-doctrine a, pour la grande majorité des membres du Parti, moins d'attrait que le communisme-mouvement. Pour y trouver à redire, il faudrait ignorer que les hommes montreront toujours pour la vie, qui est action, plus d'inclination que pour les formules doctrinales qu'ils interprètent.

Mais les formules pourtant sont loin de mériter l'indifférence que semblent professer pour elles trop de camarades français. Elles ne sont pas que des « mots » : elles sont le mouvement lui-même ramené à ses lois générales, condensé par l'esprit, pour l'esprit, en idées claires et précises. Qu'on ne s'y trompe pas : ces formules doctrinales sont nos plus sûrs moyens d'action.

Il existe une science du socialisme dont aucun militant n'a le droit de se désintéresser. Il n'en a pas le droit parce qu'il participera d'autant plus intelligemment, d'autant plus efficacement au mouvement qu'il sera plus au fait des multiples questions — économiques, politiques, culturelles — que soulève chaque jour la technique du socialisme. Pour agir, il faut savoir ; et savoir, c'est avoir compris.

Pas d'obligation plus pressante, pour le Parti, que de vulgariser cette science du socialisme : la perfectionnement de la technique est à ce prix. La propagande est une chose ; l'instruction socialiste en est une autre, et d'un niveau plus élevé. La propagande agit en étendue ; l'instruction, en profondeur ; l'une s'adresse aux masses ; l'autre, aux individus, mais à des individus déjà sélectionnés et qui, noyés dans la masse, y joueront par la suite le rôle de ferments.

La force incomparable du parti bolchevik, avant la révolution de novembre, ne lui venait nullement du nombre de ses inscrits, — il était relativement faible, — mais de la qualité intellectuelle, mais du degré de culture et de conscience de chacun de ses adhérents. Ce parti était une grande école et ceux qui passaient par elle y apprenaient suffisamment le socialisme pour ne l'oublier jamais plus : ce sont eux qui, depuis quatre ans, forment l'armature inflexible de la République des Soviets, les cadres de cette armée rouge pour laquelle Morizet, l'autre jour, nous disait son admiration ; eux qui, depuis quatre ans, donnent à la dictature du prolétariat un contenu intellectuel et moral tel que Pierre Pascal, bolcheviste et croyant, a pu dire de la dictature qu'elle ouvre « une ère nouvelle non seulement dans l'histoire de l'édification sociale, mais encore dans celle des règles de vie. »

La III<sup>e</sup> Internationale s'est efforcée, dès le premier jour de son existence, de déplacer l'axe du mouvement socialiste dans tous les pays, de le transporter des chefs aux troupes, des états-majors raidis et fatigués aux masses. Son idéal, c'est que les militants communistes puissent tous, ou presque tous, à tour de rôle, accéder aux fonctions et aux responsabilités directoriales ; puissent tous, ou presque tous, à tour de rôle, occuper les emplois jusqu'ici détenus par un petit nombre d'individus, toujours les mêmes et qui finissaient fatalement par devenir étrangers aux préoccupations et aux besoins des masses. Un tel idéal n'est certainement pas irréalisable ; mais pour être réalisé il importe que le cercle des militants capables d'embrasser toute l'ampleur du problème social, toute la complexité du problème socialiste, s'élargisse incessamment. D'où la nécessité, l'urgence, de dispenser à tous l'instruction socialiste. Plus il y aura dans le Parti d'hommes utiles, je veux dire de militants instruits, moins il y aura d'hommes nécessaires, d'hommes soi-disant indispensables.

Le Parti communiste a déjà fait beaucoup en ce sens depuis Tours. L'Ecole du Propagandiste, instituée par la Fédération de la Seine, est un embryon plein de promesses. A côté d'elle, l'Ecole communiste-marxiste aspire évidemment à devenir, pour l'ensemble du Parti, ce qu'est l'Ecole du Propagandiste pour l'agglomération parisienne : elle n'y parviendra que lorsque des camarades de province, dans des conditions à déterminer, en pourront suivre aussi les cours. On sait

combien la création du *Bulletin de la Presse de province* a contribué déjà à relever le niveau de nos hebdomadaires départementaux, si démunis et cependant si méritants. Inutile de dire, enfin, tout le bien que je pense de notre *Bulletin communiste*, de notre *Bibliothèque communiste* et, également, de la *Revue* de notre camarade Rappoport : *Bulletin, Revue, Bibliothèque*, avec encore des lacunes graves, mais qui seront comblées, concourent à nous mettre au courant des grandes questions de principe, de méthode, de doctrine que débat l'Internationale. Suivre attentivement le *Bulletin* et la *Revue*, ainsi que les publications de la *Bibliothèque*, est un devoir presque aussi impérieux que de participer à l'œuvre de secours de la Russie affamée.

Je me suis laissé aller au fil de mes réflexions solitaires. J'écris loin de Paris et de ses agitations éternelles, dans un coin écarté de cette province française sérieuse et appliquée en toutes choses, où les militants que je rencontre n'ont qu'un cri : c'est qu'on les mette à même de porter au plus haut leur effort pour le communisme. Ils nous demandent de quoi lire, de quoi penser, de quoi faire lire et faire penser ; ils nous adjurent de ne pas négliger la province qui s'éveille, de ne pas méconnaître ces forces innombrables, mais incolores, qui attendent d'être réquisitionnées et mises en œuvre.

Qu'entendais-je donc en commençant cet article ? Simplement que je voudrais voir toutes les sections communistes mettre à l'étude, dès cet automne, le petit livre de Lénine. C'est un fait que, composé à la hâte, dans les semaines de fièvre qui précéderont la révolution soviétique, *L'Etat et la Révolution* n'est pas d'un style aguichant, que la trame en est monotone et la ligne un peu sèche ! Ce que j'admire, c'est qu'en pleine tourmente révolutionnaire Lénine ait eu assez de domination sur elle-même, assez de maîtrise mentale pour pouvoir rédiger sur la doctrine politique du marxisme le livre qui nous avait si longtemps manqué.

Les théories économiques et sociales du marxisme — théorie de la valeur, théorie du sur-travail et de la plus-value, théorie de la concentration capitaliste et de la prolétarisation, théorie de la lutte de classes et de la catastrophe finale, etc., — ont brillé d'un si vif éclat depuis un demi-siècle que les théories politiques en ont été jusqu'à ce jour comme rejetées dans l'ombre, tant et si bien qu'étatisme et marxisme, étatisme et communisme ont très longtemps passé, bien inexactement, pour synonymes.

Ils pouvaient le passer d'autant plus que les chefs éminents de la II<sup>e</sup> Internationale, qui tous avaient le marxisme plein la bouche,

n'ont rien négligé pour que la vraie doctrine politique de Marx restât sous le boisseau. C'est qu'aussi une pareille doctrine contrariait rudement la tactique légale et pacifiste que ces éminents chefs avaient réussi à faire prévaloir dans l'Internationale ! Lorsqu'on assigne comme but aux prolétaires, non plus le renversement violent du pouvoir politique de la bourgeoisie, incarné dans l'Etat bureaucratique et militaire, mais la conquête légale, électorale, graduelle des « pouvoirs publics », le mieux qu'on puisse faire, c'est de laisser dormir dans l'ombre, prudemment, la doctrine politique du marxisme. Qu'était cette dernière, en effet ?

Lénine nous montre qu'elle est restée immuable, dans son fond, depuis le *Manifeste communiste* (et même depuis la *Misère de la Philosophie*) jusqu'aux suprêmes interventions du vieil Engels. Pour les deux architectes du marxisme, l'Etat est tout autre chose que cet arbitre entre les classes que libéraux et démocrates se plaisent à faire voir en lui. Ce qu'il est ? Il est l'expression matérielle et brutale du pouvoir de la bourgeoisie : il est l'instrument même de la domination du capital. L'Etat ne se tient ni au-dessus ni à l'écart des conflits de classes. L'Etat, c'est la bourgeoisie elle-même dictant sa loi, imposant sa volonté au reste, non-bourgeois, de la société. Abattre la bourgeoisie comme classe, ce sera du même coup abattre l'Etat bourgeois, ce monstre multiface qui centralise et unifie en lui, au profit du capital, tous les pouvoirs de coercition, d'initiative, d'oppression, jadis fractionnés, éparpillés et restreints. On ne peut concevoir l'existence de l'Etat sans celle de la bourgeoisie, et réciproquement.

Jamais Marx et Engels n'ont assigné comme but au prolétariat révolutionnaire la conquête de l'Etat, mais celle du *pouvoir politique*.

Ce n'est plus du tout la même chose. Sur les ruines de l'Etat bourgeois, le prolétariat érigea son *propre pouvoir politique*. Sur la forme que revêtra ce pouvoir, la pensée de Marx et d'Engels est allée sans cesse en se précisant à mesure que les révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle et notamment la Commune leur apprenaient « qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins ». Elles leur apprenaient que si, dans la première phase de la révolution, — alors que subsiste encore l'antagonisme des classes, avec toutefois cette nouveauté capitale que désormais la classe ouvrière dispose à son tour de l'appareil de la force, — c'est par la dictature que s'opérera progressivement le passage de l'ancien ordre de choses à l'ordre nouveau. Dans la seconde phase véritablement constructive, la classe ouvrière n'ayant plus à redouter les retours offensifs de la bourgeoisie vaincue, n'ayant, elle, ni à opprimer ni à exploiter personne, il se produira une sorte d'évanouisse-

ment, de paralysie rapide des fonctions gouvernementales qui se métamorphoseront en de simples fonctions administratives. Le pouvoir politique cessera alors de consister dans le gouvernement des hommes : il consistera au sein des libres communes et des libres nations fédérées, dans le gouvernement de la production et de l'échange, dans l'administration des choses. Autrement dit, le pouvoir politique disparaîtra comme auront préalablement disparu les classes, *et parce que les classes auront préalablement disparu.*

Tel est en gros l'enseignement politique du marxisme que Lénine nous fait suivre pas à pas de 1847 à 1895 à travers les étapes de son développement. On comprend qu'une semblable doctrine ait peu agréé aux marxistes officiels d'il y a vingt et trente ans, à ces opportunistes masqués qui s'évertuaient, eux, à répandre dans les masses une sorte de superstition de l'Etat et à dénoncer comme déviations anarchistes toutes les tendances hostiles au renforcement de la pseudo-« puissance publique », à la glorification du suffrage universel, du parlementarisme, de toute la soi-disant démocratie (1). Trente ans, sous leur influence, la classe ouvrière, au lieu de lutter contre l'Etat, a lutté pour l'Etat, dans l'Etat. Sur le terrain politique comme sur le terrain économique, l'opportunisme démocratique, l'esprit d'éclectisme et de conciliation, avait emporté sur la conception révolutionnaire. Et Marx, une fois de plus, avait été vaincu par Lassalle.

La Révolution russe et la III<sup>e</sup> Internationale ont pratiquement et théoriquement restauré l'intégralité du marxisme. Marx avait salué dans la Commune — où cependant petits-bourgeois et prolétaires s'étaient mêlés — le premier gouvernement de la classe ouvrière. Il verrait aujourd'hui, n'en doutons pas, dans les Soviets et dans le soviétisme, une approximation plus exacte encore, plus purement prolétarienne, de la forme que revêtra partout le pouvoir politique de la classe ouvrière au lendemain de la révolution sociale. Et il applaudirait les bolcheviks triomphants avec la même ferveur d'enthousiasme et de confiance qu'en 1871 les communards vaincus.

Le peu que je viens de dire du petit livre de Lénine donnera-t-il aux camarades du Parti et des Jeunesses le désir de le lire et de le méditer ? S'il en est ainsi, je me féliciterai d'avoir écrit cet article.

Amédée DUNOIS.

(1) Il a manqué aux anarchistes, malgré les travaux de Kropotkine, une doctrine cohérente et scientifique de l'Etat, comme il leur a manqué, par ailleurs, une doctrine de l'antagonisme des classes. Mais ils ont eu l'intuition très nette, très juste, que l'Etat doit être combattu sans merci, au même titre que la bourgeoisie.

Le syndicalisme révolutionnaire, en opposant à l'Etat non pas l'individu, mais l'organisation ouvrière, en faisant de celle-ci dès aujourd'hui un Etat dans l'Etat et contre l'Etat, a mieux qu'entrevu la vraie doctrine : il l'a pratiquée, vécue.

## Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale

### Réunion Plénière

Séance du 18 août 1921

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de Jégou.

Les groupes des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, d'Aubervilliers, Fontenay-sous-Bois, Malakoff et Puteaux sont représentés.

Après lecture, le procès-verbal de la précédente réunion plénière est adopté.

La discussion concernant l'attitude du Parti Communiste depuis le Congrès de Tours se continue. Hagnauer émet certaines critiques d'ordre divers ; Grandin demande que les Communistes étudient la question syndicale à fond et prennent position ; Jégou critique l'attitude du Parti en ce qui concerne la tactique électorale et l'action coopérative. Sur ce dernier point, Boyet fournit des explications. Après une intervention de Dodat, Fromentin critique, point par point, la motion anonyme et développe celle proposée par la C. E. comme base de discussion.

Henriet expose ensuite son point de vue sur la question coopérative. Vu l'heure tardive, René Reynaud se borne à répondre brièvement à certaines questions posées par Hagnauer et Dodat. La discussion se poursuivra lors de la prochaine réunion plénière, fixée au jeudi 25 août.

Séance levée à 23 h. 30.

Les Secrétaires adjoints :

René REYNAUD, Albert TREINT.



## « Bulletin Communiste »

Directeur : BORIS SOUVARINE

A pour Collaborateurs français :

Amédée DUNOIS, Maurice DOMMANGET, Henri GUILBEAUX, Aïx GUILLAIN, A. KER, Fernand LORIOT, C.-E. LABROUSSE, Marcel MARTINET, Marcel OLLIVIER, Pierre PASCAL, René REYNAUD, Jacques SAPOUL, Albert TREINT, Paul VAILLANT COUTURIER.

# Thèses sur la Tactique

*Nous donnons ci-dessous le texte des thèses sur la Tactique, votées au 3<sup>e</sup> Congrès International. Nous publierons la semaine prochaine les thèses sur la structure et l'organisation du Parti Communiste.*

## 1. — Délimitation des questions

« La nouvelle Association internationale des ouvriers est fondée pour organiser des actions communes des prolétaires des différents pays, actions dont le but commun est : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République internationale des Soviets en vue de la suppression complète des classes et de la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste. »

Cette définition des buts de l'Internationale Communiste, posée dans ses statuts, délimite clairement toutes les questions de tactique qui sont à résoudre.

Il s'agit de la tactique à employer dans notre lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme, il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour démolir le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

La question de la dictature elle-même, comme unique voie menant à la victoire, est hors de discussion. Le développement de la révolution mondiale a montré nettement qu'il n'y a qu'une alternative offerte dans la situation historique actuelle : dictature capitaliste ou dictature prolétarienne.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste reprend l'examen des questions de tactique dans des conditions nouvelles, puisque dans bien des pays la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et que plusieurs grands partis communistes se sont formés, qui cependant ne possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

## 2. — A la veille de nouveaux combats

La révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme et le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat, l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse, exigera une période assez longue de combats révolutionnaires.

L'acuité diverse des antagonismes, la différence de la structure sociale et des obstacles à surmonter selon les pays, le haut degré d'organisation de la bourgeoisie dans les pays de haut développement capitaliste, de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, étaient des raisons suffisantes pour que la guerre mondiale n'aboutît pas immédiatement à la victoire de la révolution mondiale. Les communistes ont donc eu raison de déclarer, déjà pendant la guerre, que la période

de l'impérialisme conduirait à l'époque de la révolution sociale, c'est-à-dire à une longue suite de guerres civiles à l'intérieur des divers Etats capitalistes et de guerres entre les Etats capitalistes d'une part, les Etats prolétariens et les peuples coloniaux exploités d'autre part.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite ; c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne qui s'intensifient de temps à autre et provoquent des crises aiguës.

Le cours de la révolution mondiale a été rendu encore plus lent du fait que de puissantes organisations et partis ouvriers, à savoir les partis ainsi que les syndicats social-démocrates, fondés par le prolétariat pour guider sa lutte contre la bourgeoisie, se sont transformés pendant la guerre en instruments d'influence contre-révolutionnaire et d'immobilisation du prolétariat et sont restés tels après la fin de la guerre. C'est ce qui a permis à la bourgeoisie mondiale de surmonter facilement la crise de la démobilisation ; c'est ce qui lui a permis pendant la période de prospérité apparente de 1919-1920 d'éveiller dans la classe ouvrière de nouveaux espoirs d'amélioration de sa situation dans le cadre du capitalisme, cause essentielle de l'échec de soulèvements de 1919 et du ralentissement des mouvements révolutionnaires en 1919-1920.

La crise économique mondiale, qui apparut au milieu de 1920 et qui s'est étendue aujourd'hui sur tout l'Univers, augmentant partout le chômage, prouve au prolétariat international que la bourgeoisie n'est pas en mesure de reconstruire le monde, même sous la forme capitaliste, c'est-à-dire sur la base de l'exploitation. L'exaspération de tous les antagonismes politiques mondiaux, la campagne féroce de la France contre l'Allemagne, les rivalités anglo-américaine et américano-japonaise avec la course aux armements qui s'ensuit, montrent que le monde capitaliste à l'agonie titube de nouveau vers la guerre mondiale. La Société des Nations, trust international des Etats vaincus et des peuples coloniaux, est minée pour le moment par la concurrence américaine. L'illusion avec laquelle la social-démocratie internationale et la bureaucratie syndicale ont détourné les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire, l'illusion qu'elles pourraient, en renonçant à la conquête du pouvoir politique par la lutte révolutionnaire, obtenir graduellement et pacifiquement le pouvoir économique et le droit de s'administrer elles-mêmes, cette illusion est en train de mourir.

En Allemagne les comédies de socialisation avec lesquelles le gouvernement Scheidemann-Noske, en mars 1919, chercha à détourner le prolétariat de l'assaut décisif, touchent à leur fin. Les phrases sur la socialisation ont fait place au système bien réel de Stinnes, c'est-à-dire à la soumission de l'industrie allemande à un dictateur capitaliste et à sa clique. L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand.

En Angleterre tous les plans de nationalisation



sont tombés dans l'eau. Au lieu de réaliser les projets de nationalisation de la commission Sankey, le gouvernement appuie d'une levée de troupes le lock-out contre les mineurs anglais.

Le gouvernement français n'arrive à ajourner sa banqueroute économique que par une expédition de rapine en Allemagne. Il ne pense à aucune reconstruction systématique de son économie nationale. Même la reconstruction des contrées dévastées du Nord de la France, dans la mesure où elle est entreprise, ne sert qu'à l'enrichissement des capitalistes privés.

En Italie la bourgeoisie monte à l'attaque de la classe ouvrière avec l'aide des bandes blanches des Fascistes.

Partout la démocratie bourgeoise a dû se démasquer, plus complètement dans les vieux Etats démocratiques bourgeois que dans les nouveaux, issus de l'écroulement impérialiste. Gardes blancs, arbitraire dictatorial du gouvernement contre les mineurs grévistes en Angleterre, Fascistes et Guardia Regia en Italie, Pinkertons, exclusion des députés socialistes des parlements, loi de lynch aux Etats-Unis, terreur blanche en Yougo-Slavie et en Roumanie, légalisation de la terreur blanche en Finlande, en Hongrie et dans les pays balkaniques, « lois communistes » en Suisse, etc..., partout la bourgeoisie cherche à faire retomber sur la classe ouvrière les conséquences de l'anarchie économique croissante, à allonger la journée de travail et à abaisser les salaires. Partout la bourgeoisie trouve des auxiliaires dans les chefs de la social-démocratie et de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Cependant ces derniers peuvent retarder l'éveil des masses ouvrières pour un nouveau combat et l'approche de nouvelles vagues révolutionnaires, ils ne peuvent pas les rendre impossible.

Déjà on voit le prolétariat allemand se préparer à la contre-attaque ; on voit les mineurs anglais, malgré la trahison des chefs trade-unionistes, tenir bon, héroïquement, pendant de longues semaines dans la lutte contre le capital minier. Nous voyons comment la volonté de combat s'accroît dans les rangs avancés du prolétariat italien après l'expérience qu'il a faite de la politique d'hésitation du groupe Serrati, volonté de combat qui s'exprime par la formation du Parti Communiste d'Italie. Nous voyons comment en France, après la scission, après la séparation avec les social-patriotes et les centristes, le Parti socialiste commence à passer de l'agitation et de la propagande du communisme à des manifestations de masses contre les appétits rapaces de l'impérialisme français. En Tchéco-Slovaquie, nous avons assisté à la grève politique de décembre, entraînant malgré le manque complet d'une direction unique, un million d'ouvriers, et, ayant comme résultat la formation d'un Parti Communiste tchèque, parti des masses.

Ce qu'il nous faut attendre, ce n'est pas le fléchissement de la révolution mondiale ni le reflux de ses vagues, mais tout le contraire ; dans les circonstances données une exaspération immédiate des antagonismes sociaux et des combats sociaux est ce qu'il y a de plus vraisemblable.

### 3. — La tâche actuelle la plus importante

La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire, dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc...), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans le pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis) et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale Communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste, et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires.

Déjà au cours de sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de lutter pour vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétaires, en instruments de combat. Dès sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a prescrit aux Partis Communistes de ne pas se renfermer dans des cercles de propagande, mais de faire servir à l'éducation et à l'organisation du prolétariat toutes les possibilités que la constitution de l'Etat bourgeois est obligée de leur laisser ouvertes : liberté de la presse, liberté de réunion et d'association et toutes les institutions parlementaires bourgeoises, si lamentables soient-elles, pour en faire des armes, des tribunes, des places d'armes du communisme. A son 2<sup>e</sup> Congrès, l'Internationale Communiste, dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances sectaristes.

Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis Communistes ont confirmé et tous points la justesse du point de vue de l'Internationale Communiste. Celle-ci par sa politique a amené les ouvriers révolutionnaires dans bien des Etats à se séparer non seulement des réformistes déclarés, mais aussi des centristes. Dès lors que les centristes ont formé une Internationale 2 1/2 qui s'allie publiquement aux Scheidemann, aux Joubaux et aux Henderson sur le terrain de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, le champ de bataille est devenu beaucoup plus clair pour les masses prolétaires, ce qui facilitera les combats à venir.

Le communisme allemand, grâce à la tactique de l'Internationale Communiste (action révolutionnaire dans les syndicats, lettre ouverte, etc...), d'une simple tendance politique qu'il était dans les combats de janvier et mars 1919, s'est changé en un grand parti des masses révolutionnaires. Il a acquis dans les syndicats une influence telle que la bureaucratie syndicale sera obligée de prendre sur elle l'odieuse de la scission.

En Tchéco-Slovaquie, les communistes ont réussi à gagner à leur cause la majorité des ouvriers organisés.

En Pologne, le Parti Communiste, grâce surtout à son travail de sappe dans les syndicats, a su non seulement entrer en contact avec les mas-

ses, mais encore augmenter constamment son influence sur elles, malgré les persécutions monstrueuses qui contraignent les organisations communistes à une existence absolument clandestine.

En France, les communistes ont conquis la majorité au sein du Parti socialiste.

En Angleterre, le processus de consolidation des groupes communistes sur le terrain des directives tactiques de l'Internationale Communiste se termine et l'influence croissante des communistes oblige les socialistes traitres à essayer de rendre impossible aux communistes l'entrée dans le Labour Party.

Les groupes communistes sectaristes par contre (comme le K.A.P.D., etc.) n'ont pas rencontré sur leur voie un seul succès. La théorie du renforcement du communisme par la propagande et l'agitation seules, par la fondation de syndicats communistes distincts, a fait complètement faillite. Nulle part aucun Parti Communiste de quelque influence n'a pu être fondé de cette façon.

#### 4. — La situation au sein de l'Internationale communiste

Dans cette voie menant à la formation de partis communistes de masses, l'Internationale Communiste n'est pas allée suffisamment loin partout. Et même dans deux des pays les plus importants du capitalisme victorieux elle a encore tout à faire dans ce domaine.

Aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, dans lesquels déjà avant la guerre pour des raisons historiques, il n'existait aucun mouvement révolutionnaire de quelque ampleur, les communistes ont toujours devant eux les tâches primordiales les plus simples : la formation d'un noyau communiste et son rattachement aux masses ouvrières. La crise économique qui a enlevé le travail à 5 millions d'ouvriers fournit pour cela un terrain très favorable. Conscient du danger qui le menace d'une radicalisation du mouvement ouvrier et de son orientation par les communistes le capital américain essaie de briser le jeune mouvement communiste par des persécutions barbares, de l'anéantir et de le contraindre à l'illégalité, dans laquelle, pense-t-il, ce mouvement, sans contact avec les masses, dégènerait en une secte de propagande et se dessècherait.

L'Internationale Communiste attire l'attention du Parti Communiste Unifié d'Amérique sur le fait que l'organisation illégale ne doit constituer qu'un terrain de rassemblement de clarification, pour les forces communistes les plus actives, mais que le Parti Unifié a le devoir de se servir de tous les moyens et de toutes les voies pour sortir de ses organisations illégales et atteindre les grandes masses ouvrières en fermentation ; qu'il a le devoir de trouver les formes et les voies propres à concentrer politiquement ces masses dans leur vie publique en vue de la lutte contre le capital américain.

Le mouvement communiste anglais, lui non plus, n'a pas encore réussi, malgré la concentration de ses forces en un Parti Communiste uni, à devenir un Parti de masses.

La désorganisation durable de l'économie anglaise, l'aggravation inouïe du mouvement gréviste, le mécontentement croissant des grandes masses populaires à l'égard du régime de Lloyd George la possibilité d'une victoire du Labour Party et du Parti libéral aux prochaines élections parlementaires, tout cela ouvre dans le développement de l'Angleterre de nouvelles perspectives révolutionnaires et pose devant les communistes anglais des questions d'une importance extrême.

La première et principale tâche du Parti Communiste d'Angleterre est de devenir un Parti de masses. Les communistes anglais doivent se placer de plus en plus fermement sur le terrain du mouvement de masses existant en fait et se développant sans cesse : ils doivent pénétrer dans toutes les particularités concrètes de ce mouvement et faire des revendications isolées ou partielles des ouvriers le point de départ de leur propre agitation et propagande inlassable et énergique.

Le puissant mouvement gréviste met à l'épreuve, aux yeux de centaines de milliers et de millions d'ouvriers le degré de capacité, de fidélité, de constance et de conscience des trade-unions et de leurs chefs. Dans ces conditions, l'action des communistes au sein des syndicats acquiert une importance décisive. Aucune critique du Parti, venant du dehors, ne saurait même dans une mesure éloignée exercer sur les masses une influence semblable à celle qui peut être exercée par le travail quotidien et constant des noyaux communistes dans les syndicats, par le travail tendant à démasquer et à discréditer les traitres et les bourgeois du trade-unionisme, qui, en Angleterre plus encore que dans tout autre pays, sont le jouet politique du capital.

Si dans d'autres pays, la tâche des Partis Communistes devenus partis de masses consiste dans une importante mesure à prendre l'initiative d'actions de masses, en Angleterre la tâche du Parti Communiste consiste avant tout, sur la base des actions de masses qui se développent en fait, à montrer par son propre exemple et à prouver que les communistes sont capables d'exprimer justement et courageusement les intérêts, les besoins et les sentiments de ces masses.

Les Partis Communistes de masses de l'Europe centrale et occidentale se trouvent en pleine formation de leurs méthodes d'agitation et de propagande révolutionnaire, en pleine formation de méthodes d'organisation répondant à leur caractère de combat, enfin en pleine transition de la propagande et de l'agitation communistes à l'action. Ce processus est entravé par le fait que dans bien des pays l'entrée des ouvriers devenus révolutionnaires dans le camp du communisme s'est accomplie sous la direction de chefs qui n'ont pas encore surmonté leurs tendances centristes et qui ne sont pas en état de mener une efficace agitation communiste dans le peuple, qui craignent même cette agitation parce qu'ils savent qu'elle conduirait les Partis aux combats révolutionnaires.

Ces tendances centristes ont mené en Italie à la scission du Parti. Les chefs du Parti et des syndicats groupés autour de Serrati, au lieu de transformer les mouvements spontanés de la masse ouvrière et son activité croissante en une lutte consciente pour le pouvoir, lutte pour laquelle la situation était mûre en Italie, laissèrent ces mouvements s'enliser. Le communisme n'était pas pour eux un moyen de secouer et de concentrer les masses ouvrières en vue du combat. Et parce qu'ils craignaient le combat, ils durent délayer la propagande et l'agitation communistes et la conduire dans les eaux centristes. Ils renforcèrent de la sorte l'influence des centristes comme Turati et Treves dans le Parti et comme Dargona dans les syndicats. Comme ils ne se distinguaient ni par la parole ni par les actes des centristes, ils ne voulurent pas non plus se séparer d'eux. Ils préférèrent se séparer des communistes. La politique de la tendance Serrati, en renforçant d'une part l'influence des réformistes, renforça d'autre part celle des anarchistes et des syndicalistes, parmi lesquels la masse

trouvait des chefs pour la lutte contre le capitalisme, et engendra des tendances antiparlementaires, apparemment radicales dans le Parti même.

La scission de Livourne, la formation du Parti Communiste d'Italie, la concentration de tous les éléments réellement communistes sur le terrain des décisions du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste en un Parti Communiste feront du communisme dans ce pays une force de masses, pourvu que le Parti Communiste d'Italie combatte sans relâche et sans faiblesse la politique opportuniste du Serratismo et se donne ainsi la possibilité de rester lié aux masses du prolétariat dans les syndicats, dans les grèves, dans les luttes avec les organisations contre-révolutionnaires des Fascistes, de fondre ensemble les mouvements de ces masses et de transformer en combats soigneusement préparés leurs actions spontanées.

En France, où le poison chauvin de la « défense nationale » et ensuite l'ivresse de la victoire ont été plus forts que nulle part ailleurs, la réaction contre la guerre s'est développée plus lentement que dans les autres pays. C'est ce qui permet au Parti Socialiste français d'évoluer dans sa majorité dans la direction du communisme, avant même d'avoir été placé par le cours des événements devant les questions décisives de l'action révolutionnaire. Les grands avantages de cette situation seront d'autant mieux et d'autant plus largement utilisés par le Parti Communiste français qu'il liquidera plus catégoriquement dans son propre sein — surtout dans ses milieux dirigeants — les survivances de l'idéologie du pacifisme nationaliste et du réformisme parlementaire. Le Parti doit, dans une mesure bien plus grande non seulement par rapport au passé, mais encore par rapport au présent, se rapprocher des masses et de leurs couches opprimées et donner l'expression claire, complète et inflexible des souffrances et des besoins de ces masses. Dans sa lutte parlementaire, le Parti doit rompre catégoriquement avec les formes repoussantes et pénétrees de mensonge du parlementarisme français, consciemment forgées par la bourgeoisie et maintenues par elle pour hypnotiser les représentants de la classe ouvrière et les garder dans la stagnation et la crainte. Les parlementaires communistes doivent s'efforcer dans chaque question d'arracher le voile national-démocrate, républicain et traditionnellement révolutionnaire, et de la présenter nettement comme une question d'intérêt de classes et d'impitoyable lutte de classes.

L'agitation dans la presse doit prendre un caractère beaucoup plus concentré, plus énergique. Elle ne doit pas se disperser à travers les situations et les combinaisons changeantes et variables de la politique quotidienne. De tous les événements petits ou grands, elle doit toujours tirer les mêmes conclusions fondamentales révolutionnaires et les inculquer aux masses ouvrières même les plus arriérées. Ce n'est qu'à condition d'observer cette attitude véritablement révolutionnaire que le Parti Communiste cessera de paraître — et d'être en réalité — une simple aile gauche de ce bloc radicalo-longuetiste qui offre avec une insistance et un succès de plus en plus grand ses services à la société bourgeoise pour la protéger des ébranlements qui approchent en France avec une logique inflexible. Abstraction faite de la question de savoir si ces événements révolutionnaires décisifs arriveront plus ou moins tôt, un Parti Communiste moralement éduqué, entièrement pénétré de volonté révolutionnaire, trouvera la possibilité, même dans l'époque actuelle de préparation, de mobiliser les masses ouvrières sur le terrain politique et éco-

nomique et de donner à leur lutte un caractère plus clair et plus vaste.

Les tentatives faites par des éléments révolutionnaires impatients et politiquement inexpérimentés, voulant employer dans des questions et des buts isolés les méthodes extrêmes qui, par leur essence, constituent les méthodes du soulèvement révolutionnaire décisif du prolétariat (ainsi la proposition d'inviter la classe 19 à ne pas répondre à la mobilisation, la proposition d'empêcher par la force l'occupation du Luxembourg, etc.), ces tentatives présentent les caractères du plus dangereux esprit d'aventure et peuvent en cas d'application réduire à néant pour longtemps la préparation réellement révolutionnaire du prolétariat à la conquête du pouvoir. L'esprit d'aventure qui, par sa nature même, ne se fait aucune idée claire des buts de l'action de masses et des difficultés qui se rencontrent sur la route ne peut mener qu'à un accouchement prématuré et parfois mortel, et non à la naissance de la révolution. C'est un devoir pour le Parti Communiste français, ainsi que pour tous les partis analogues de repousser ces méthodes extrêmement dangereuses.

Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. La tâche ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie découlant nécessairement du caractère de leur action : elle consiste en ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le Parti Communiste donnent dans le cadre même des syndicats une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat luttant pour la conquête du pouvoir.

En considération de ce fait, le Parti Communiste de France doit faire la critique, sous une forme amicale mais décidée et claire, de toutes les tendances anarcho-syndicalistes qui repoussent la dictature du prolétariat et la nécessité d'une union de son avant-garde en une organisation dirigeante centralisée, c'est-à-dire en un Parti Communiste, ainsi que de toutes les tendances syndicalistes transitoires qui sous le manteau de la charte d'Amiens, élaborée huit ans avant la guerre, ne sauraient plus donner aujourd'hui aucune réponse claire et franche aux questions essentielles de l'époque nouvelle d'après-guerre.

La fusion du groupement syndicaliste révolutionnaire au sein des syndicats avec l'organisation communiste dans son ensemble est une condition nécessaire et indispensable de toute lutte sérieuse du prolétariat français.

Aussi bien pour neutraliser et écarter les tendances aventureuses que pour venir à bout du caractère informe au point de vue des principes et du séparatisme au point de vue de l'organisation des syndicalistes révolutionnaires, il faut que pour obtenir ces résultats dans toute leur ampleur, le Parti lui-même, ainsi que nous l'avons dit plus haut, se transforme, par sa façon véritablement révolutionnaire de traiter toutes les questions de la vie et de la lutte quotidienne, en un puissant centre d'attraction pour les masses ouvrières de France.

En Tchéco-Slovaquie les masses laborieuses, au cours de ces deux ans et demi, se sont en grande partie, affranchies des illusions réformistes et nationalistes. En septembre dernier, la majorité des ouvriers social-démocrates s'est séparée de ses chefs réformistes. En décembre, un million d'ouvriers environ, sur les 3 millions 1/2 de travailleurs industriels que compte la Tchéco-Slovaquie, s'opposa en une action révolutionnaire de masses au gouvernement capitaliste Tchéco-Slovaque. Au mois de mai de cette année le Parti Communiste

tchéco-slovaque s'est constitué avec environ 350.000 membres à côté du Parti Communiste de la Bohême allemande précédemment constitué et comptant environ 60.000 membres. Les communistes constituent ainsi une grande partie non seulement du prolétariat de la Tchéco-Slovaquie, mais aussi de toute sa population. Le Parti Tchéco-Slovaque se trouve placé maintenant devant ce problème d'attirer, au moyen d'une agitation véritablement communiste, des masses ouvrières encore plus étendues, de les instruire par une propagande communiste claire et sans timidités, d'unir les ouvriers de toutes les nationalités de Tchéco-Slovaquie pour former un front ininterrompu des prolétaires contre le nationalisme, cette citadelle de la bourgeoisie en Tchéco-Slovaquie, et de transformer la force ainsi créée du prolétariat, au cours des combats à venir contre les tendances oppressives du capitalisme et contre le gouvernement, en une puissance invincible. Le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie sera d'autant plus promptement à la hauteur de cette mission qu'il saura avec clarté et décision vaincre toutes les traditions et préjugés centristes, tels qu'ils s'expriment encore dans la politique de la tendance Schmeral, qu'il suivra les conseils de ses meilleurs camarades emprisonnés, Muna, Sabototski, Kuls, ainsi que les conseils de l'Internationale Communiste et qu'il mènera une politique éduquant révolutionnairement et concentrant les plus grandes masses du prolétariat et sera ainsi en mesure de préparer les actions des masses et de les exécuter victorieusement.

*Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne* né de l'union du groupe Spartacus avec les masses ouvrières des Indépendants de gauche, quoique étant déjà un grand Parti de masses, a la mission immense d'augmenter son influence sur les grandes masses et de renforcer les organisations de masses prolétariennes, de conquérir les syndicats, de briser l'influence du Parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale. Cette tâche principale du Parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donné la puissance du capital allemand, aucune victoire du communisme n'est possible en Allemagne.

Le Parti Unifié Allemand ne s'est pas encore montré à la hauteur de cette tâche, en ce qui concerne l'ampleur et le contenu de l'agitation. Il n'a pas encore su suivre avec logique la voie qu'il a prise par sa « lettre ouverte », la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du prolétariat à la politique trafiquée des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale. La presse et l'organisation du Parti portent encore trop le cachet de sociétés et non d'instruments et d'organisations de lutte. Les tendances centristes qui s'expriment encore dans ce Parti et qui n'y ont pas encore été surmontées ont mené d'une part à cette situation que le Parti, placé devant la nécessité du combat, dut y entrer sans préparation suffisante et ne sut pas garder suffisamment la liaison morale avec les masses non communistes. Les exigences d'action qui seront bientôt imposées au Parti Communiste Unifié d'Allemagne par le processus de destruction de l'économie allemande, par l'offensive du capital contre l'existence des masses ouvrières, ne sauraient être satisfaites que si le Parti, loin d'opposer à son but d'action ses buts d'agitation et d'organisation, donne à son agitation un caractère réellement populaire, revêt son organisation d'une forme qui la mette en mesure, en développant sa liaison avec les masses, de peser de la façon la plus soi-

gneuse la situation de la lutte et de préparer non moins soigneusement cette lutte.

Les Partis de l'Internationale Communiste deviendront des Partis de masses révolutionnaires, s'ils savent vaincre l'opportunisme, ses survivances et ses traditions, dans leurs propres rangs, en cherchant à se lier étroitement aux masses ouvrières combattantes, en puisant leurs buts dans les luttes pratiques du prolétariat, en repoussant au cours de ces luttes aussi bien la politique opportuniste de l'aplanissement et de l'effacement des antagonismes insurmontables que les phrases révolutionnaires qui empêchent de voir le rapport réel des forces et les véritables difficultés du combat. Les Partis Communistes sont nés de la scission des anciens partis social-démocrates. Cette scission résulte du fait que ces partis ont trahi pendant la guerre par une alliance avec la bourgeoisie ou par une politique hésitante cherchant à éviter toute lutte. Les principes des Partis Communistes forment le seul terrain sur lequel les masses ouvrières pourraient à nouveau se réunir, car ces principes expriment les besoins de la lutte du prolétariat. Et puisqu'il en est donc ainsi, ce sont actuellement les partis et les tendances social-démocrates et centristes qui représentent la division et le morcellement du prolétariat, tandis que les Partis Communistes constituent un élément d'union.

En Allemagne, ce sont les centristes qui se sont séparés de la majorité de leur parti, lorsque celle-ci suivit le drapeau du communisme. Par crainte de l'influence unificatrice du communisme, les social-démocrates et les Indépendants d'Allemagne, ainsi que la bureaucratie syndicale social-démocrate, refusèrent de collaborer en des actions communes avec les communistes à la défense des intérêts les plus simples du prolétariat. En Tchéco-Slovaquie, ce furent les social-démocrates qui firent sauter l'ancien parti lorsqu'ils se rendirent compte du triomphe du communisme. En France, ce furent les longuettistes qui se séparèrent de la majorité des ouvriers socialistes, tandis que le Parti Communiste s'efforça d'unir les ouvriers socialistes et les syndicalistes. En Angleterre, ce furent les réformistes et les centristes qui, par crainte de leur influence, chassèrent les communistes du Labour Party et sabotèrent la concentration des ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes. Les Partis Communistes deviennent ainsi des facteurs d'union du prolétariat dans sa lutte pour ses intérêts, et dans la conscience de leur rôle ils amasseront de nouvelles forces.

## 5. — Combats et revendications partiels

Les Partis Communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des Partis Communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille, et qui, par là, leur révèle la trahison de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les Partis Communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'ac-

tion du Parti Communiste, doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que, seul, le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. La social-démocratie, qui maintenant, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, trompe sciemment les masses ouvrières. Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue. Ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « systématique » de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, illusion qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme la nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, joue encore un rôle d'idée lassalienne de fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique pour faire un levier d'action révolutionnaire, conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas, nous avons affaire à une rêverie de songe creux : la classe ouvrière souffre aujourd'hui, dans tous les Etats capitalistes, de fléaux si nombreux et si effroyables, qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes, ces coups qui s'abattent en suivant des étapes doctrinairement établies d'avance. Il faut, au contraire, prendre chaque besoin des masses comme point de départ des luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble seulement, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis Communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but direct, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les Partis Communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière, et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non

avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste.

Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que, sans la réalisation de ces revendications, leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble, démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent le contenu des mesures de transition préparant la dictature du prolétariat et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin de larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que, si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux jusques et y compris celui du renversement direct de l'adversaire.

En établissant leurs revendications partielles, les Partis Communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous les mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle, qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industries et en centres industriels, que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux. Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'ils prennent naissance dans la lutte pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers, seulement s'ils créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat : le Parti Communiste, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élevation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat, les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. A quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que, même les petites organisations fondées par les communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles, quand elles ont voulu essayer d'entraîner dans la lutte des masses ouvrière plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste et que, pour cette raison, la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme.

Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, les social-démocrates, les indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considèrent simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisent politiquement comme un Lumpen prolétariat, ces communistes doivent se rendre clairement compte que, dans les conditions actuelles, l'armée des sans-travail constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit être prise par les communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement de ceux-ci et avant tout leur affranchissement de l'influence des chefs traitres. Le Parti Communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer, dans des conditions favorables, l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée ; en un mot, il transformera toute cette masse et, d'une armée de réserve de l'industrie, il en fera une armée active de la révolution.

En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les Partis Communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre : ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahie par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche des sans-travail et des travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt com-

mun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort, déchire la classe ouvrière et est, en fait, contre-révolutionnaire. Le Parti Communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant, dans certaines circonstances, le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière.

## 6. — La préparation de la lutte

Le caractère de la période de transition fait un devoir à tous les Partis Communistes d'élever au plus haut point leur esprit de combativité. Chaque combat isolé peut aboutir à un combat pour le pouvoir. Le Parti ne peut acquiescer ce mordant nécessaire que s'il donne à l'ensemble de sa propagande le caractère d'une attaque passionnée contre la société capitaliste, s'il sait dans cette agitation se lier aux plus larges masses du peuple, s'il sait leur parler de façon qu'elles puissent acquiescer la conviction d'être sous la direction d'une avant-garde luttant effectivement pour le pouvoir. Les organes et les manifestes du Parti Communiste ne doivent pas être des publications académiques qui cherchent à prouver théoriquement la justesse du communisme ; ils doivent être des cris d'appel à la révolution prolétarienne. L'action des communistes dans les Parlements ne doit pas tendre à discuter avec l'ennemi ou à le persuader, mais à le démasquer sans réserve et sans merci, à démasquer les agents de la bourgeoisie, à secouer la volonté de combat des masses ouvrières et à amener les couches petites-bourgeoises semi-prolétariennes du peuple à se joindre au prolétariat. Notre travail d'organisation, dans les syndicats comme dans les Partis, ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs ; il doit être pénétré du sentiment des luttes prochaines. Ce n'est que lorsque le Parti, dans toutes ses manifestations de vie et dans toutes ses formes d'organisation, sera la volonté de combat faisant corps qu'il sera en mesure d'accomplir sa mission dans les moments où les conditions nécessaires à de plus grandes actions combatives seront réunies.

Là où le Parti Communiste représente une force massive, où son influence s'étend, au delà des cadres de ses organisations propres de Parti, sur les larges masses ouvrières, il a le devoir d'inciter par l'action les masses ouvrières au combat. De grands partis de masses ne sauraient se contenter de critiquer la carence d'autres partis et d'opposer les revendications communistes aux leurs. C'est sur eux, en tant que partis des masses, que repose la responsabilité du développement de la révolution. Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les Partis Communistes doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe occidentale et en Amérique, où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où par conséquent on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur des mouvements spontanés que dans des cas très rares, les Partis Com-

munistes ont le devoir, en usant de toute leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclanchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche des communistes consiste à préparer d'avance les masses ouvrières à une trahison possible de la part des partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver, afin d'être capables de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres partis (voir la lettre ouverte du V. K. P. D., qui peut servir de point de départ exemplaire pour d'autres actions). Si la pression du Parti Communiste dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur un front unique, c'est alors le devoir du Parti Communiste d'essayer d'entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières. Cette politique indépendante, consistant à faire défendre les intérêts vitaux du prolétariat par sa fraction la plus consciente et la plus active, ne sera couronnée de succès, ne réussira à secouer les masses retardataires que si les buts du combat découlent de la situation concrète, sont compréhensibles aux larges masses, et si ces masses voient dans ces buts leurs buts propres, tout en n'étant pas encore capables de combattre pour eux.

Le Parti Communiste ne doit cependant pas se borner à défendre le prolétariat contre les dangers qui le menacent, à parer les coups destinés aux masses ouvrières. Le Parti Communiste est, dans la période de la révolution mondiale, de par son essence même, un parti d'attaque, un parti d'assaut contre la société capitaliste ; il a pour devoir, dès qu'une lutte défensive prend contre la société capitaliste de la profondeur et de l'ampleur, de la transformer en offensive. Le Parti a, de plus, le devoir de tout faire pour conduire d'emblée les masses ouvrières à cette offensive, là où les conditions favorables sont données.

Ces conditions consistent, premièrement, dans l'exaspération des combats dans le camp de la bourgeoisie elle-même, dans le cadre national et international. Si les luttes intestines au sein de la bourgeoisie ont pris une proportion telle qu'on peut prévoir que la classe ouvrière aura à faire face à des forces adverses fractionnées et coupées, le Parti doit prendre l'initiative, après une minutieuse préparation dans le domaine politique et, si possible, dans celui de l'organisation intérieure, de conduire les masses au combat.

La deuxième condition, pour des sorties, des attaques offensives sur un large front, c'est la grande fermentation existant dans les catégories déterminantes de la classe ouvrière, fermentation qui permet de prévoir que la classe ouvrière sera prête à lutter sur tout le front contre le gouvernement capitaliste. S'il est indispensable, lorsque le mouvement s'accroît en étendue, d'accentuer les mots d'ordre du combat, c'est également un devoir, pour les directeurs communistes du combat, au cas où le mouvement prendrait une allure rétrograde, de retirer de la bataille les masses combattantes avec le maximum d'ordre et de cohésion.

La question de savoir si le Parti Communiste doit employer l'offensive ou la défensive dépend des circonstances concrètes. L'essentiel est qu'il soit pénétré d'un esprit combatif, qu'il triomphe de cette passivité triste, qui fait nécessaire-

ment échouer même la propagande du Parti dans la routine semi-réformiste. Cette disposition constante au combat doit constituer la caractéristique des grands Partis Communistes, non seulement parce que sur eux, en tant que partis de masses, repose la charge du combat, mais encore en raison de l'ensemble de la situation actuelle : désagrégation du capitalisme et paupérisation croissante des masses. Il faut réduire cette période de désagrégation si l'on ne veut pas que toutes les bases matérielles du communisme soient anéanties et que toute l'énergie des masses ouvrières soit détruite pendant cette période.

## 7. — Les enseignements de l'action de Mars

L'action de Mars fut une lutte imposée au Parti Communiste Unifié d'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne centrale.

En accourant courageusement à la défense des ouvriers de l'Allemagne centrale, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne a montré qu'il est le parti du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne. Au cours de ce premier grand combat que le Parti Communiste Unifié eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale consista en ce que, au lieu de faire clairement ressortir le caractère défensif de cette lutte, — par son cri d'offensive — il fournit aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au Parti social-démocrate et au Parti Indépendant, un prétexte pour dénoncer le Parti Unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de théoriciens du parti, représentant l'offensive comme le principal moyen de lutte du Parti Communiste Unifié d'Allemagne dans la situation actuelle. Les organes officiels du Parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste considère l'action de Mars du Parti Communiste Unifié d'Allemagne comme un pas en avant. Le Congrès est d'avis que le Parti Communiste Unifié sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter à l'avenir ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation et qu'il agira avec plus d'unité.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte, devra prendre attentivement en considération et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du Parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du Parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles sont terminées, et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur des organisations du Parti et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le Parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Lévy a méconnu ces exigences évidentes de la discipline du Parti et les conditions posées à la critique du Parti, le Congrès approuve son exclusion du Parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'Internationale Communiste avec lui.

### 8. — Formes et méthodes du combat direct

Les formes et méthodes du combat, ses proportions, de même que la question de l'offensive ou de la défensive, dépendent de certaines conditions que l'on ne saurait arbitrairement créer. Les expériences précédentes de la révolution ont montré différentes formes d'action partielle :

1° Actions partielles de couches isolées du prolétariat (action des mineurs, des cheminots, etc., en Allemagne, en Angleterre, des ouvriers agricoles, etc.) ;

2° Actions partielles de l'ensemble des ouvriers pour des buts limités (l'action pendant les journées de Kapp, l'action des mineurs anglais contre l'intervention militaire du gouvernement anglais pendant la guerre russo-polonaise).

Au point de vue territorial, ces luttes partielles peuvent embrasser des régions isolées, des pays entiers ou plusieurs pays à la fois.

Toutes ces formes de combat sont destinées, au cours de la révolution dans chaque pays, à se succéder les unes aux autres à plusieurs reprises. Le Parti Communiste ne peut évidemment pas se refuser à des actions partielles territorialement limitées, mais ses efforts doivent tendre à transformer tout combat local plus important en une lutte générale du prolétariat. De même qu'il a le devoir, pour défendre les ouvriers combattants d'une branche d'industrie, d'appeler à la rescousse, si possible, la classe ouvrière tout entière, de même il est obligé, pour défendre les ouvriers combattant sur un point donné, de mettre sur pied, autant que possible, les ouvriers des autres centres industriels. L'expérience de la révolution montre que plus le champ de bataille est grand et plus grandes sont les perspectives de victoire. La bourgeoisie, dans sa lutte contre la révolution mondiale qui se développe, s'appuie d'une part sur les organisations de gardes blancs, d'autre part sur l'émiettement effectif de la classe ouvrière, sur la lenteur réelle du front prolétarien à se former. Plus grandes sont les masses du prolétariat qui entrent dans la lice, plus grand est le champ de bataille, et plus l'ennemi devra diviser et disséminer ses forces. Même si les autres parties de la classe ouvrière, accourant au secours d'une partie du prolétariat en mauvaise posture ne sont pas capables, pour le moment, d'engager tout l'ensemble de leurs forces pour la soutenir, leur seule intervention oblige les capitalistes à diviser leurs forces militaires, car ils ne peuvent pas savoir quelle étendue et quel mordant prendra la participation au combat du reste du prolétariat.

Au cours de l'année passée, pendant laquelle nous remarquons une offensive de plus en plus arrogante du capital contre le travail, nous voyons en même temps, dans tous les pays, la bourgeoisie, non contente du travail normal de ses organes politiques, créer des organisations de gardes blancs, légales ou semi-légales, mais toujours sous la protection de l'Etat, et qui jouent un rôle déterminant dans tout grand choc économique et politique.

En Allemagne, c'est l'Orgesch, soutenue par le gouvernement et comprenant les partis de toutes nuances, depuis Stinnes jusqu'à Scheidemann.

En Italie, ce sont les Facistes, dont les prouesses héroïques de bandits ont modifié l'état d'esprit de la bourgeoisie et créé l'illusion d'une transformation complète du rapport entre les forces politiques.

En Angleterre, le gouvernement de Lloyd George, pour s'opposer au danger gréviste, s'adressa aux volontaires, dont la tâche consiste à « protéger la propriété et la liberté du travail », tantôt par le remplacement des grévistes et tantôt par la destruction de leurs organisations.

En France, le journal semi-officiel *Le Temps*, inspiré par la clique Millerand mène une propagande énergique en faveur du développement des « ligues civiques », déjà existantes, et de l'implantation des méthodes fascistes sur le sol français.

Les organisations de briseurs de grèves et d'assassins, qui ont de tout temps complété le régime de liberté américaine, ont reçu un organe dirigeant sous la forme de la Légion Américaine, qui subsiste après la guerre.

La bourgeoisie, qui compte sur sa force et qui se vante de sa solidité, sait parfaitement, dans la personne de ses gouvernants, qu'elle n'obtient ainsi qu'un moment de répit et que, dans les conditions actuelles, toute grande grève a tendance à se transformer en guerre civile et en lutte immédiate pour le pouvoir.

Dans la lutte du prolétariat contre l'offensive du capital, c'est le devoir des communistes non seulement de prendre les premières places et d'amener les combattants à comprendre les buts essentiels à réaliser par la révolution, mais encore de s'appuyer sur les éléments les meilleurs et les plus actifs des syndicats pour créer leur propre troupe ouvrière et leurs propres organisations de combat pour opposer résistance aux Fascistes et faire perdre à la jeunesse dorée de la bourgeoisie l'habitude d'insulter les grévistes.

En raison de l'importance exceptionnelle des troupes d'attaque contre-révolutionnaires, le Parti Communiste, les noyaux communistes dans les syndicats, doivent attacher la plus grande attention à la question du service de liaison, de la surveillance constante à exercer sur les organes et les forces militaires ennemis, ses états-majors, ses dépôts d'armes, la liaison de ses cadres avec la police, avec la presse et les partis politiques, et de la préparation préalable de toutes les particularités nécessaires de la défense et de la contre-attaque.

Le Parti Communiste doit, de cette façon, inculquer aux plus larges couches du prolétariat, par le fait et par la parole, l'idée que tout conflit économique ou politique peut, en cas d'un concours favorable de circonstances, se transformer en guerre civile, au cours de laquelle ce sera la tâche du prolétariat de s'emparer du pouvoir politique.

Le Parti Communiste, en présence des actes de terreur blanche et de la rage de l'ignoble caricature de justice des blancs, doit maintenir constamment dans le prolétariat cette idée qu'il ne doit pas, au moment du soulèvement, se laisser tromper par les appels de l'adversaire à la douceur, mais, au contraire, par des actes de juridiction populaire organisée, fournir une expression à la justice prolétarienne et régler ses comptes avec les bourreaux de sa classe. Mais dans les moments où le prolétariat n'est encore qu'au début de la tâche, quand il s'agit encore de le mobiliser par l'agitation, par les campagnes politiques, par les grèves, l'usage des armes n'a pour but que la défense des masses contre les actes de violence de la bourgeoisie. Des actes de terrorisme individuel, quoiqu'ils doivent être grandement appréciés comme une preuve de la fermentation révolutionnaire, et si défendables qu'ils soient en regard de la loi



de lynch de la bourgeoisie et de ses laquais social-démocrates, ne sont cependant susceptibles, en aucune façon d'élever le degré d'organisation et les dispositions combattives du prolétariat.

Les actes de sabotage n'ont un but que s'ils sont accomplis pour empêcher les transports de troupes de l'adversaire contre des masses prolétariennes combattantes ou pendant la lutte directe pour arracher à l'adversaire des positions importantes,

### 9. — L'attitude à l'égard des couches moyennes du prolétariat

En Europe occidentale, il n'y a aucune autre grande classe qui, en dehors du prolétariat, puisse être un facteur déterminant de la révolution mondiale, comme ce fut le cas en Russie, où la classe paysanne était destinée d'avance, grâce à la guerre et au manque de terre, à être un facteur décisif dans le combat révolutionnaire, à côté de la classe ouvrière.

Mais, en Europe occidentale, il y a des parties de paysans, de grandes fractions de la petite bourgeoisie urbaine, une large couche de ce nouveau Tiers-Etat, comprenant les employés, etc., qui sont placées dans des conditions d'existence de plus en plus intolérables. Sous la pression du renchérissement de la vie, de la crise du logement, de l'incertitude de leur situation, ces masses entrent dans une fermentation qui les fait sortir de leur inactivité politique et les entraîne dans le combat entre la révolution et la contre-révolution. La banqueroute de l'impérialisme dans les Etats vaincus, la banqueroute du pacifisme et des tendances social-réformistes dans le camp de la contre-révolution déclarée, dans les pays victorieux, poussent une partie de ces couches moyennes dans celui de la révolution. Le Parti Communiste doit accorder à ces couches son attention de tous les instants.

Conquérir le petit paysan aux idées du communisme, conquérir et organiser l'ouvrier agricole, voilà une des conditions préalables les plus essentielles pour la victoire de la dictature prolétarienne, car elle permet de transporter la révolution des centres industriels dans les campagnes et crée pour elle les points d'appui les plus importants pour résoudre la question du ravitaillement, qui est la question vitale de la révolution.

La conquête de cercles assez vastes d'employés techniciens et d'intellectuels faciliterait à la dictature du prolétariat, pendant l'époque de transition entre le capitalisme et le communisme, la solution des questions de technique et d'organisation de l'industrie. Elle porterait le désarroi dans les rangs de l'ennemi et ferait cesser l'isolement du prolétariat dans l'opinion publique.

Les Partis Communistes doivent surveiller de la manière la plus attentive la fermentation des couches petites-bourgeoises ; ils doivent utiliser ces couches de la manière la plus appropriée, même si elles ne sont pas encore affranchies des illusions petites-bourgeoises. Ils doivent incorporer les fractions des intellectuels et des employés affranchis de ces illusions au front prolétarien et les faire servir à l'organisation des masses petites-bourgeoises en fermentation.

La ruine économique et l'ébranlement des finances publiques qui en est résulté contraignent la bourgeoisie elle-même à livrer la base de son propre appareil gouvernemental, les fonctionnaires inférieurs et moyens, à une paupérisation croissante. Les mouvements économiques qui se pro-

duisent dans ces couches atteignent directement la charpente de l'Etat bourgeois, et même, si celui-ci est raffermi chaque fois pour un temps, il sera non moins possible à l'Etat bourgeois de maintenir longtemps ce fondement de son organisation qu'il est impossible au capital d'assurer l'existence matérielle du salariat tout en maintenant son système d'exploitation. En prenant la défense des besoins économiques des fonctionnaires moyens et inférieurs avec toute leur force d'action et sans égard pour l'état des finances publiques, les Partis Communistes accomplissent le travail préliminaire efficace pour la destruction des institutions gouvernementales bourgeoises et préparent les éléments de l'édifice gouvernemental prolétarien.

### 10. — La coordination internationale de l'action

Pour que toutes les forces de l'Internationale Communiste puissent être mises en œuvre afin de rompre le front de la contre-révolution internationale, pour hâter la victoire de la révolution il faut s'efforcer, avec la dernière énergie, de donner à la lutte révolutionnaire une direction internationale unique.

L'Internationale Communiste impose à tous les Partis Communistes le devoir de se prêter réciproquement au combat l'appui le plus énergique. Les luttes économiques qui se développent exigent, partout où cela est possible, l'intervention du prolétariat des autres pays. Les communistes doivent agir dans les syndicats pour que ces derniers empêchent, par tous les moyens, non seulement l'introduction de briseurs de grèves, mais aussi boycottent l'exportation pour les pays dans lesquels une partie importante du prolétariat est en lutte. Dans les cas où les gouvernants capitalistes d'un pays prendraient des mesures de violence contre un autre pays pour le piller ou le subjuguier, c'est le devoir des Partis Communistes de ne point se contenter de protestations, mais de faire tout pour empêcher l'expédition de brigandage de leur gouvernement.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste félicite les Communistes français de leurs manifestations, comme d'un commencement d'accentuation de leur action contre le rôle contre-révolutionnaire rapace du capital français. Il leur rappelle leur devoir de travailler de toutes leurs forces pour que les soldats français des pays occupés apprennent à comprendre leur rôle de bourreaux au service du capital français et à se soulever contre la mission honteuse qui leur est attribuée. C'est la tâche du Parti Communiste français de faire entrer dans la conscience du peuple français qu'en tolérant la formation d'une armée d'occupation française, imbue d'esprit nationaliste, il nourrit son propre ennemi. Dans les régions occupées, des troupes sont exercées qui, ensuite, seront prêtes à noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière française. La présence des troupes noires sur le sol de la France et des régions occupées impose au Parti Communiste français des tâches particulières. Cette présence donne au Parti français la possibilité d'attendre ces esclaves coloniaux, de leur expliquer qu'ils servent leurs exploitateurs et leurs bourreaux et de les inciter à la lutte contre le régime des colonisateurs, et de se mettre, par leur intermédiaire, en rapports avec les populations des colonies françaises.

Le Parti Communiste allemand doit, par son action, faire comprendre au prolétariat allemand qu'aucune lutte n'est possible contre son exploitation par le Capital Ententiste sans renverser le gouvernement capitaliste allemand qui, malgré ses criailleries contre l'Entente, se constitue l'huissier et l'exécuteur du capital de l'Entente. Ce n'est qu'en prouvant, par une lutte violente et sans réserves contre le gouvernement allemand, qu'il ne cherche pas une issue pour l'impérialisme allemand en banqueroute, mais qu'il s'applique à déblayer le terrain des ruines de l'impérialisme allemand, que le V. K. P. D. sera, en état d'augmenter dans les masses prolétariennes de France la volonté de lutte contre l'impérialisme français.

L'Internationale Communiste, qui a dénoncé au prolétariat international les prétentions du capital de l'Entente aux réparations de guerre comme une campagne de pillage contre les masses laborieuses des pays vaincus, qui flétrit les tentatives des jonquetistes et des Indépendants allemands pour donner une certaine forme à ce pillage, qui est pour le moins très douloureux pour les masses ouvrières, qui les flétrit comme une lâche capitulation devant les requins de la Bourse de l'Entente, l'Internationale Communiste montre en même temps au prolétariat français et allemand la seule voie menant à la reconstruction des régions détruites, à l'indemnisation des veuves et des orphelins, en invitant les prolétaires des deux pays à la lutte commune contre leurs exploités.

La classe ouvrière allemande ne peut aider le prolétariat russe dans sa lutte difficile que si, par sa lutte victorieuse, elle hâte l'union de la Russie agricole avec l'Allemagne industrielle.

C'est le devoir des Partis Communistes de tous les pays dont les troupes participent à l'asservissement et au dépeçement de la Turquie, de mettre en œuvre tous les moyens pour révolutionner ces troupes.

Les Partis Communistes des pays balkaniques ont le devoir de tendre toutes les forces des masses qu'ils encadrent, de ne rien omettre pour rapprocher le moment de leur victoire. Le triomphe des Partis Communistes en Bulgarie et en Serbie, qui amènera la chute de l'ignoble régime de Horty et la liquidation de la féodalité des boyars roumains, créera la base agricole nécessaire à la révolution italienne, qui sera ainsi libérée de la crainte du blocus anglais.

Soutenir sans réserve la Russie des Soviets demeure, comme précédemment, le devoir dominant des Communistes de tous les pays. Ils ne doivent pas seulement s'élever de la manière la plus énergique contre toute attaque contre la Russie soviétiste ; ils doivent encore s'employer avec toute leur énergie à supprimer les obstacles que les Etats capitalistes mettent dans les rapports de la Russie soviétiste avec le marché mondial et avec tous les peuples. Il faut que la Russie soviétiste réussisse à rétablir sa situation économique, à atténuer l'immense misère causée par trois ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile ; il faut qu'elle réussisse à relever la capacité de travail de ses masses populaires, pour qu'elle soit en état d'aider à l'avenir les Etats prolétariens victorieux de l'Occident en leur fournissant des vivres et des matières premières et de les protéger contre l'étranglement par le capital américain.

Ce n'est pas en des manifestations à l'occasion d'événements particuliers, mais en un perfectionnement de la liaison internationale entre les Communistes dans leur lutte commune constante sur

un front ininterrompu que consiste le rôle de l'Internationale Communiste en politique universelle. Sur quel secteur de ce front aura lieu la percée victorieuse du prolétariat ? Sera-ce dans l'Allemagne capitaliste avec son prolétariat soumis à une oppression extrême de la bourgeoisie allemande et ententiste et placé devant l'alternative de mourir ou de vaincre ? Sera-ce dans les pays agricoles du sud-est, ou bien en Italie, où la démolition de la bourgeoisie est si avancée ? Cela ne peut être dit d'avance. C'est donc le devoir de l'Internationale Communiste d'intensifier à l'extrême effort sur tous les secteurs du front mondial du prolétariat, et c'est le devoir des Partis Communistes de tout faire pour appuyer les luttes décisives de chaque section de l'Internationale Communiste de tous les moyens à leur disposition. Cette liaison doit se marquer avant tout en ceci que, lorsqu'une grande crise commence dans un pays, dans les autres, les Partis Communistes s'efforceront d'aiguiser et de faire déborder tous les conflits intéressés.

## 11. — L'écroulement des Internationales 2 et 2 et demie

La troisième année d'existence de l'Internationale Communiste a été témoin d'une chute plus complète des Partis social-démocrates et des leaders syndicaux réformistes, qui ont été démasqués et mis à nu.

Mais cette année a vu aussi leur tentative pour se grouper en une organisation et pour prendre l'offensive contre l'Internationale Communiste.

En Angleterre, les chefs du Labour Party et des trade-unions ont montré, pendant la grève des mineurs, que leur but, ne consiste en rien d'autre qu'à bouleverser consciemment le front prolétarien en formation et à défendre consciemment les capitalistes contre les ouvriers. L'écroulement de la Triple-Alliance fournit la preuve que les leaders syndicaux réformistes ne sont même pas disposés à lutter pour l'amélioration du sort du prolétariat dans le cadre du capitalisme.

En Allemagne, le Parti social-démocrate, sorti du gouvernement, a prouvé qu'il est incapable de mener même une opposition de propagande, telle que l'avait faite l'ancienne social-démocratie d'avant la guerre. A chaque geste d'opposition, ce Parti était préoccupé uniquement de ne déclencher aucun combat de la classe ouvrière. Bien que se trouvant soi-disant dans l'opposition dans le Reich, le Parti social-démocrate a organisé en Prusse l'expédition des gardes blancs contre les mineurs de l'Allemagne centrale, afin de les provoquer à la lutte armée, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, avant que les rangs communistes fussent en ordre pour le combat. Devant la capitulation de la bourgeoisie allemande devant l'Entente, devant ce fait évident que cette bourgeoisie ne saurait exécuter les conditions dictées par l'Entente qu'en rendant l'existence du prolétariat allemand complètement intolérable, la social-démocratie allemande est rentrée dans le gouvernement pour aider la bourgeoisie à transformer le prolétariat allemand en troupeau d'ilotes.

En Tchéco-Slovaquie, la social-démocratie mobilise l'armée et la police pour arracher aux ouvriers communistes la possession de leurs maisons et de leurs institutions.

Le Parti Socialiste Polonais aide, par sa tactique mensongère, Pilsudski à organiser son expédition de brigandage contre la Russie Soviétiste.

Il aide son gouvernement à jeter dans les prisons des milliers de communistes, en cherchant à les chasser des syndicats où, malgré toutes les persécutions, ils réunissent autour d'eux des masses de plus en plus grandes.

Les social-démocrates belges restent dans un gouvernement qui prend part à la réduction complète du peuple allemand en esclavage.

Les partis et les groupes centristes de l'Internationale deux et demie ne se montrent pas moins hideux que les partis de la contre-révolution.

Les Indépendants d'Allemagne repoussent brutalement l'invitation du Parti Communiste à mener en commun la lutte contre l'aggravation du sort de la classe ouvrière, malgré les divergences de principe. Au cours des journées de mars, ils ont pris délibérément le parti du gouvernement des gardes blancs contre les ouvriers de l'Allemagne centrale pour ensuite, après avoir aidé à la victoire de la terreur blanche, après avoir dénoncé à l'opinion publique bourgeoise les rangs avancés du prolétariat comme un prolétariat de voleurs et de brigands, se lamenter hypocritement sur cette même Terreur blanche. Quoiqu'ayant pris l'engagement, au Congrès de Halle, de soutenir la Russie soviétiste, les Indépendants mènent, dans leur presse, une campagne de calomnies contre la République des Soviets de Russie. Ils entrent dans les rangs de toute la contre-révolution russe avec Wrangel, Milioukov et Boursev, en soutenant le soulèvement de Cronstadt contre la République des Soviets, soulèvement qui marque les débuts d'une nouvelle tactique de la contre-révolution internationale à l'égard de la Russie soviétiste : renverser le Parti Communiste de Russie, l'âme, le cœur, la colonne vertébrale et le système nerveux de la République soviétiste, pour tuer cette dernière et n'avoir plus ensuite qu'à balayer son cadavre.

Aux côtés des Indépendants allemands, les longuettistes français s'associent à cette campagne et se rallient ainsi publiquement à la contre-révolution française, qui, comme on le sait, a inauguré cette nouvelle tactique à l'égard de la Russie.

En Italie, la politique des groupes du centre, de Serrati et de d'Aragona, la politique de recul devant toute lutte à remplir la bourgeoisie d'un nouveau courage et lui a donné la possibilité, au moyen des bandes blanches des Fascistes, de dominer toute la vie de l'Italie.

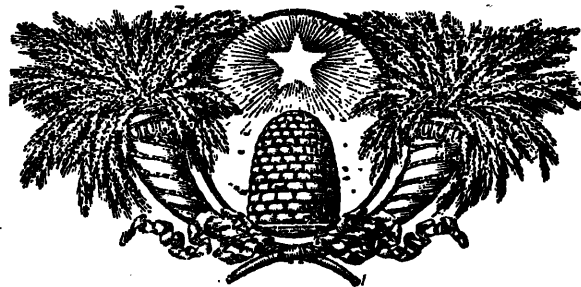
Quoique les partis du centre et de la social-démocratie ne diffèrent entre eux que par des phrases, l'union des deux groupes en une Internationale unique n'est pas encore réalisée pour le moment.

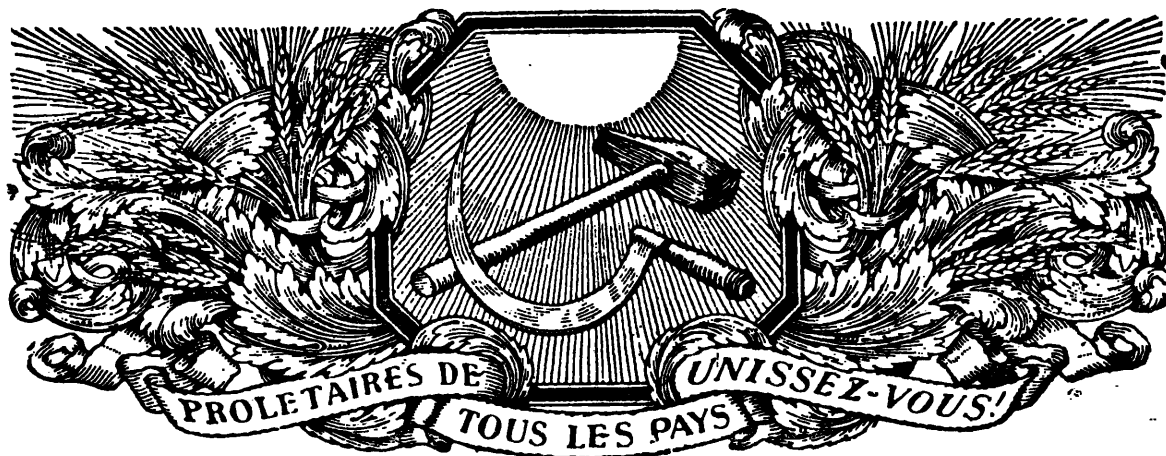
Les partis centristes se sont unis, en février, en une association internationale séparée avec une plate-forme politique et des statuts spéciaux. Cette Internationale deux et demie essaie d'osciller sur le papier entre les deux mots d'ordre de la démocratie et de la dictature du prolétariat. En pratique, elle n'aide pas seulement la classe capitaliste dans chaque pays en cultivant l'esprit d'indécision dans la classe ouvrière, mais encore, et même en présence des ruines accumulées par la bourgeoisie internationale, en présence de la soumission d'une partie du monde à la volonté des Etats capitalistes victorieux de l'Entente, elle offre ses conseils à la bourgeoisie pour réaliser son plan de pillage sans déchaîner les forces révolutionnaires des masses populaires. L'Internationale deux et demie se distingue de la 2<sup>e</sup> Internationale

uniquement en ce qu'elle joint, à la peur commune de la puissance du capital qui unit les réformistes avec les centristes, la peur de perdre, en formulant clairement son point de vue, ce qui lui reste d'influence sur les masses encore indécises, mais de sentiment révolutionnaire. L'identité politique essentielle des réformistes et des centristes trouve son expression dans la défense qu'ils font en commun de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ce dernier bastion de la bourgeoisie mondiale. En s'unissant, partout où ils possèdent de l'influence sur les syndicats, aux réformistes et à la bureaucratie syndicale pour combattre les Communistes, en répondant aux tentatives pour révolutionner les syndicats, par l'exclusion des Communistes et par la scission des syndicats, les centristes prouvent que, tout comme les social-démocrates, ils sont les adversaires décidés de la lutte du prolétariat et les aides de la contre-révolution.

L'Internationale Communiste doit, comme elle l'a fait jusqu'à présent, mener la lutte la plus décidée non seulement contre la 2<sup>e</sup> Internationale et contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, mais aussi contre l'Internationale deux et demie. Ce n'est que par cette lutte sans merci, qui montre quotidiennement aux masses que les social-démocrates et les centristes, loin d'avoir la moindre intention de lutter pour vaincre le capitalisme, n'ont pas même celle de lutter pour les besoins les plus simples et les plus immédiats de la classe ouvrière, que l'Internationale Communiste peut enlever à ces agents de la bourgeoisie leur influence sur la classe ouvrière.

Pour mener cette lutte jusqu'à la victoire, elle doit étouffer dans le germe toute tendance et tout accès centriste dans ses propres rangs et prouver par son action quotidienne qu'elle est l'Internationale de l'action communiste et non de la phrase et de la théorie communistes. L'Internationale Communiste est la seule organisation du prolétariat international susceptible, de par ses principes, de diriger la lutte contre le capitalisme. Elle doit si bien fortifier sa cohésion intérieure, sa direction internationale, son action, qu'elle puisse atteindre les buts qu'elle s'est proposés dans ses statuts : « L'organisation d'actions communes des prolétaires des différents pays qui poursuivent le but commun : renversement du capitalisme, établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Soviétiste Internationale ».





# La Révolution d'Octobre à Moscou

## Les traces de la guerre civile à Moscou

Les blessures de la guerre civile ne se sont pas encore cicatrisées à Moscou. Il est des places où l'on a l'impression d'être sur un champ de bataille, le feu venant de cesser. Rares sont les rues ou les ruelles dont quelques maisons au moins ne portent encore la trace des balles. Moscou, vieille ville qui grandit lentement au cours des siècles, a plusieurs enceintes de boulevards ou des murailles. On s'est éprement battu sur les boulevards, on s'est retranché derrière les murailles. Les portes du Kitai-Gorod, sorte d'enceinte de briques enfermant au centre même de la cité le quartier jadis le plus commerçant, ont dû être attaquées et défendues avec rage. Les premières maisons des rues qui les avoisinent sont littéralement criblées de balles. Les voûtes mêmes des larges portes basses ont quelque chose de tragique, entamées, mordues, creusées par des éclatements multipliés. Il y a dans la rue Illinka une petite église qui est un joyau d'art russe ; ses tours byzantines d'un bleu intense sont parsemées d'éclatantes étoiles d'or et dominées par de gracieuses croix dorées. Comme la plupart des croix orthodoxes celles-ci s'érigent sur le croissant renversé car le christianisme est une victoire. Par les beaux matins de soleil le regard s'attarde volontiers à contempler cette fête de couleurs ; et l'on s'aperçoit alors que la façade entière de la petite église porte des centaines de blessures. Sans doute avait-on dissimulé sous un de ces clochetons bleus étoilés d'or une mitrailleuse. Et des hommes se sont entretués ici avec acharnement.

Au hasard des pas, dans les rues silencieuses et calmes où la lutte n'eût pas d'importance, on lève la tête et l'on remarque autour d'une fenêtre des entailles demeurées fraîches, dans la pierre ou la brique. Un tireur s'était embusqué là, qu'il a fallu descendre à coups de carabine. La place Rouge dont les hautes murailles et les tours du Kremlin forment un des côtés est dominée par

un de ses palais. On ne trouverait probablement pas sur la façade de ce vaste édifice moderne une surface de cinquante centimètres carrés qui n'ait reçu quelques balles. Les Junkers s'étaient retranchés derrière ces fenêtres ; et l'on s'est mitraillé de la place au palais. Au cœur de la ville, l'hôtel Metropole (maintenant deuxième Maison des Soviets et Commissariat des Affaires étrangères), de construction relativement récente, montre sur ses façades de bizarres tâches blanchâtres. Quelques obus y avaient fait des brèches que l'on a parfaitement bouchées — mais sans prendre la peine de les repeindre. A l'angle du boulevard J'ershaf et de la Bolchaïa Nikitskaïa (rue) un carrefour a conservé l'aspect tragique des lendemains d'émeute. Voici deux hautes maisons modernes aux balcons de fer forgé, aux charpentes d'acier métallique, dont il ne subsiste plus que des squelettes de pierre, de fer et d'acier, derrière des façades calcinées. Les fenêtres sont des trous noirs, béants ; l'œil s'étonne le soir d'y apercevoir tout à coup le rayonnement tranquille des étoiles. En face, tout un carré de maisons en briques a été complètement détruit. Il n'en reste plus que des morceaux de pierraille. L'artillerie bolchevik, placée en haut du boulevard, a ainsi détruit ce nid de Junkers. Les maisons avoisinantes ont été défendues et attaquées avec obstination. Les bordures de certaines fenêtres sont littéralement frangées par les balles. Mais je vois le long des boulevards ou dans des ruelles bordées de jardins quelques endroits où les grandes journées de la guerre civile ont laissé de plus terribles marques bien que moins apparentes. Le passant les voit à peine et n'y songe plus. C'est par exemple, en face d'un large boulevard planté d'arbres, où les mamans viennent promener leurs bébés, une petite muraille blanche, et dans cette muraille à hauteur d'homme, deux ou trois alvéoles... Ici l'on a « collé au mur » un homme et on l'a fusillé. Un homme... Qui ? Un des nôtres, un des leurs ? Insurgé des faubourgs ou junker élégant ? Passe ton chemin, révolutionnaire, et trêve de sentiments !

Dans l'enceinte même du Kremlin, presque en

face du beffroi d'Ivan le Terrible qui domine tout Moscou, en face de l'énorme cloche de bronze et du tsar des canons, dont la courte gueule a plus d'un archine et demi de diamètre, la façade d'un long petit bâtiment peint en rouge, aux fenêtres grillées, décele de récentes réparations. A soixante centimètres de terre on remarque une série connue de taches claires... Rien d'autre ne subsiste de l'épisode le plus atroce des batailles d'octobre. Devant cette façade les junkers fusillèrent à coups de mitrailleuses la foule désarmée des travailleurs de l'arsenal du Kremlin. Les mitrailleuses tirent plutôt bas, on le voit...

## Entre deux dictatures :

### ■ Kerensky, les émeutes de juillet, l'attitude du Parti bolchevik

Un livre paru en 1919 à Moscou sous ce titre *Moscou en octobre 1917*, réunit quelques témoignages d'acteurs du drame révolutionnaire. Rien n'a encore été écrit de définitif sur la révolution d'octobre ; force nous est donc de nous contenter de ce recueil pour retracer un tableau sommaire de ce que furent à Moscou les batailles décisives d'octobre. Complétés par des conversations privées, mes éléments d'information laissent donc énormément à désirer. Je crois devoir signaler tout d'abord leurs défauts. Le petit recueil en question, d'une forme assez vivante, n'est pas un historique des événements dont il donne plutôt une impression. Il est très court : en deux cents pages, 27 signatures (1) de militants bolcheviks s'y succèdent. On n'y trouve aucun renseignement concernant la collaboration — qui fut pourtant très efficace — au mouvement des socialistes-révolutionnaires de gauche et des anarchistes. Lacune grave qu'il faudra tôt ou tard combler.

Le gouvernement de Kerensky, où les socialistes-révolutionnaires avaient une influence prédominante, était un gouvernement de coalition groupant à la fois socialistes, socialistes-révolutionnaires et mencheviks, et cadets (constitutionnels-démocrates parti Milioukoff). Sa politique consistait à temporiser avec le prolétariat des grandes villes qui exigeait des réformes décisives, à promettre la terre aux paysans et à fidèlement servir la cause des alliés, c'est-à-dire de l'Entente impérialiste. Ceci impliquait la continuation à tout prix de la guerre, contrairement à la volonté de l'immense majorité des soldats et des ouvriers pour qui la révolution signifiait la fin du massacre. Remettant à l'Assemblée Constituante — dont il différerait les élections — l'accomplissement des réformes sociales promises, Kerensky, soutenu d'ailleurs par Tchernoff (s.-r.) et par les leaders mencheviks Tcheidzé, Tseretelli, Dane, s'efforce de continuer la guerre et de contenir la révolution. Le 18 juin, sous la pression des états-majors alliés, il déclenche — à l'aide de quels procédés d'intimidation et de quels expédients ! — la dernière offensive russe. Des bataillons d'attaque formés presque exclusivement d'anciens officiers se font inutilement tacher par la mitraille allemande. On sait les contre-coups stratégiques désastreux de cette offensive. Dès ce moment le gouvernement Kerensky est perdu. Les 3 et 4 juillet un mouvement révolutionnaire parti des usines de

*Petrograd, issu des masses mêmes, et qui n'a pas de chefs connus*, menace de jeter bas tout l'édifice fragile du pouvoir. Ce mouvement vise aussi les dirigeants officiels du soviét, Tseretelli, Dane Tcheidzé. Son importance historique est extrême : car il montre la population ouvrière de Petrograd insurgée contre ceux-là mêmes qui prétendent parler en son nom, manifestant par un acte sa volonté de continuer la révolution. A vrai dire le mouvement des 3-4 juillet fut déclenché et dirigé par les anarchistes. Le Comité Central du parti bolchevik le jugea prématuré et ne le sanctionna pas. Trotsky explique ainsi l'attitude du Parti à ce moment :

« Nous considérons que l'heure n'était pas encore venue d'agir de la sorte, à cause de l'état d'esprit rétrograde des campagnes. Mais nous craignons d'autre part que les événements du front ne créassent le chaos au sein de la révolution et ne fissent désespérer les masses. L'attitude de notre Parti en présence des événements des 3-5 juillet fut donc imprécise. Nous redoutions que Petrograd ne se séparât du reste du pays et nous espérions pourtant que son initiative énergique sauverait la situation. Nos agitateurs dans les masses marchaient avec elles et se montraient intraitables. » (*Trotsky, la révolution d'octobre*, p. 27.)

Insuffisamment soutenu par les uns, désapprouvé par les autres, le mouvement populaire échoue. La force armée — celle des junkers, des cosaques, des chevaliers de Saint-Georges — le réprime. On tue, on assomme, on incarcère les « émeutiers ». On saccage les clubs ouvriers. On traque systématiquement les bolcheviks rendus responsables de tout à cause de leur irréductible opposition. Lounatcharsky et Trotsky sont jetés en prison. Lénine et Zinoviev se cachent. Fin août la réaction en est à son point culminant. Une intrigue s'ourdît entre Korniloff, Kerensky, Savinkoff — terroriste à tout faire — pour instituer la dictature. Korniloff se lance dans l'aventure, désavoué par ses alliés sitôt qu'ils ont compris que la dictature militaire ne se partageait pas. Pour repousser le condottière voici que l'on appelle de Cronstadt les matelots bolcheviks et anarchistes que l'on vilipendait et punissait hier pour leur participation aux émeutes de juillet. Le soviét arme les ouvriers. Un grand pas est fait...

Et la guerre continue, comme les alliés l'exigent. Des réformes qui sont la condition même de la révolution, aucune n'est accomplie sinon celles que la révolution a réalisées elle-même dans les moeurs. L'Assemblée Constituante est encore problématique. Les prisons sont pleines de bolcheviks et d'émeutiers divers. Les missions alliées fisonnent, s'agitent, répandent force argent. Des socialistes qui gouvernent, les uns pensent à la dictature bourgeoise, les autres rêvent de faire surgir du chaos, par l'éloquence et la persuasion, une république démocratique où les riches et les pauvres s'entendraient pour aller vers le... socialisme. Telle est en somme la situation générale à la veille de la révolution d'octobre dont nous allons maintenant examiner la préparation, principalement en ce qui concerne Moscou.

Après les émeutes de juillet, le parti bolchevik persécuté, se conforme à la volonté évidente des masses et décide de « travailler en vue de l'insurrection ». L'agitation bolchevik en ce sens est si bien accueillie que le 24 septembre, aux élections des Doumas municipales de Moscou, le « parti de l'insurrection » obtient 50 % du total des voix. L'immense majorité de la population ou-

(1) Notamment celles des camarades Ovsiannikov, Norov, Olminsky, Lomov, Mouralov, O. Berzine, Noskov, Vinograskaïa.

rière est donc avec lui. Le 12 août, quand se réunit la Conférence Démocratique des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks et des cadets, l'état d'esprit des ouvriers est tel qu'ils décident sur-le-champ la grève générale et que les cuisiniers de l'hôtel Métropole refusent de préparer les repas des membres de la Conférence. Ces messieurs s'en vont à jeun.

Au sein du parti bolchevik on hésite pourtant encore. Lénine et la gauche veulent l'appel immédiat aux armes. Lénine écrit en ce sens au Comité Central qui décide de ne pas même publier cette lettre dans le parti. Trotsky et Boukharine sont aussi « gauchès ». Parmi les modérés on note Zinoviev, Kamenev, Rykoff, Noguine. Lénine brusque alors les choses et s'adresse directement à tous les militants. Il leur écrit : « Le moment est venu ! » Et c'est ici le lieu de noter le rôle capital de l'homme qui prononce ces graves paroles. Lénine, avec une divination que l'on peut qualifier de géniale, a su choisir l'heure historique.

Fin septembre le Comité Central se réunit à Petrograd chez le menchevik Soukhatchov, pour discuter l'insurrection. Lénine arrive, grimé, portant perruque, bientôt suivi d'un Zinoviev méconnaissable. Les extrêmes et les modérés se retrouvent en présence ; cette fois les premiers l'emportent. Lénine, Trotsky, V.-N. Iakovleva (de Moscou) font décider, contre Zinoviev et Kamenev, que l'on saisira la prochaine occasion pour prendre les armes. Cette réunion est le point de départ d'une action parallèle dans les deux capitales.

Une douzaine de jours avant la révolution, à Moscou, une poignée de militants (Lomov, Iakovleva, Boukharine, Smirnov, Obolensky) décide d'appeler les ouvriers à réaliser leurs revendications sans tenir compte des autorités du gouvernement Kerensky. Sur rapport de Boukharine et de Smirnov, le soviet décrète la journée de 8 heures, l'attribution aux travailleurs des logements disponibles dans la ville, et invite les peaussiers à mettre eux-mêmes en marche leurs usines. Car il fallait conquérir de haute lutte, contre un gouvernement socialiste, d'aussi timides réformes.

A quelques jours de là, une conférence urbaine du parti bolchevik se réunit. Semachko, Ossinsky, Smirnov y parlent de l'insurrection. « Chiffres et statistiques en mains, écrit un témoin (N. Norov) ils démontrent que si le prolétariat qui peut seul terminer la guerre, ne prend pas le pouvoir, la Russie sera ruinée, le pain et le combustible manqueront, les chemins de fer et les usines ne pourront plus fonctionner... Leurs discours ont un caractère scientifique, voir académique. Ce n'était pas, semblait-il, une assemblée de révolutionnaires projetant un bouleversement social, mais l'assemblée d'une société savante. L'auditeur composé pour la moitié de représentants des organisations militaires semblait indifférent. Personne ne demanda la parole pour contredire. Quand on mit aux voix, toutes les mains se levèrent : la Conférence vota l'insurrection à l'unanimité. » Cela, sans emballement, sans excès de paroles même, tant il s'agissait d'une chose évidemment nécessaire aux yeux de tous.

On est manifestement entre deux dictatures. Ou la réaction, ou la révolution. La réaction opère déjà. Kerensky fait donner l'artillerie contre le soviet de Kalouga. Mais les soldats qu'on veut faire marcher au front refusent l'obéissance. Si bien que Martoff même demande la paix.

## Parallélisme remarquable des événements à Pétrograd et à Moscou

A Petrograd, la situation se dénoue.

Kerensky exige la soumission absolue du soviet, aux ordres du gouvernement et l'envoi des régiments révolutionnaires au front. Il essuie un refus catégorique. Un bataillon d'assaut et l'école militaire d'Oranienbaum marchent alors sur Petrograd pour réduire le soviet. Mais cette force armée fond en route tant les esprits y sont favorables aux bolcheviks. Pour couper l'institut Smolny ou siègent le soviet et le Comité Central bolchevik des faubourgs ouvriers qui sont de l'autre côté de la Néva, on a alors l'excellente idée de lever les ponts. C'était compter sans les marins bolcheviks. Leur canonnière l'*Aurore* remonte aussitôt la Néva et vient braquer ses canons sur le Palais d'Hiver où logeaient modestement Kerensky. Les ponts s'abaissent. De part et d'autres on hésite. A Smolny, Lénine apparaît et les hésitations cessent. La poste centrale, le télégraphe sont pris. Un rapide combat s'engage autour du Palais d'Hiver défendu par un bataillon de femmes. C'est, instantanément, presque sans effusion de sang, la victoire complète. Kerensky a disparu. Le Comité Central bolchevik et le Comité militaire révolutionnaire dirigent l'action (25 octobre vieux style). Le camarade Lomov est envoyé en toute hâte à Moscou pour y déclencher le mouvement.

Il y a en ce moment deux pouvoirs à Moscou. La Douma municipale et le Comité Central bolchevik. Au soviet les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks contrecarrent encore avec succès les efforts des éléments d'avant-garde. La Douma de Moscou offre un spectacle curieux. Elle est présidée par le maire de la ville, un « socialiste-révolutionnaire » — droitier bien entendu — Roudnef, personnage qui rendit à Kornilov de solennelles visites, qui assiste aux solennités religieuses, et fait volontiers chorus avec les cadets pour menacer les « minorités anarchistes ».

La Douma (1) composée d'éléments bourgeois, petits-bourgeois, intellectuels, à une majorité assez ferme de socialistes-révolutionnaires et de cadets, auxquels se joignent fréquemment des mencheviks. Elle est impopulaire. Comme à la Convention les tribunes y manifestent bruyamment et c'est pour applaudir à l'opposition bolchevik. La discussion du rétablissement de la peine de mort au front, pour les soldats, creuse un abîme entre la Douma et ses commentants. Par contre les élections aux Doumas municipales, des divers quartiers de la ville ont donné la majorité aux bolcheviks dans 14 arrondissements sur 17. Les mencheviks se sont effondrés, les S.-R. ont été battus, les cadets ont gagné. Les partis extrêmes — réaction ou révolution — sont bien face à face. Voici que les ouvriers présentent à la Douma réactionnaire un ultimatum, que la grève générale doit suivre au cas où satisfaction ne leur serait pas immédiatement accordée. La Douma en délibère le 23 octobre sous la présidence du s.-r. Minor. Séance orageuse. Mencheviks et s.-r. invoquent la « patrie en danger », montrent « l'ennemi aux

(1) Nous pouvons, pour la clarté de l'exposition comparer la Douma de Moscou au conseil municipal de la Ville de Paris et les Doumas locales aux conseils municipaux des arrondissements.

portes ». Les tribunes les accablent d'injures : « Traîtres ! Traîtres ! » On se bat presque dans les couloirs où un bolchevik est malmené par les édiles conservateurs. A la fin de la séance la grève générale est un fait : les chauffeurs refusent de ramener les membres de l'Assemblée chez eux. Deux choses sont ici saisissantes : le parallélisme des événements entre Petrograd et Moscou ; la spontanéité, l'unanimité du mouvement ouvrier que traduisent des faits aussi symptomatiques que le geste des chauffeurs.

Pour opposer une autorité à cette Douma réactionnaire, les bolcheviks ont réuni en assemblée générale les élus de toutes les doumas locales et, malgré l'opposition des mencheviks et des s.-r. constitué le soviet des Doumas qui destitue, comme ne représentant plus les intérêts et la volonté de la population, la Douma centrale.

Le 24 octobre, le maire Roudnef préside à la formation du Comité de Salut Public. S.-r. et cadets y collaborent, mais l'élément le plus droitier y domine dès le premier moment. Les cadets Astrof et Kichkine en font partie. On croit avoir trouvé un Galliffet : le colonel Riabtseff. Fiévreusement la Douma est approvisionnée en armes et munitions. Des gardes blanches se forment. Les junkers (élèves des écoles militaires) constituent le noyau de l'armée réactionnaire. La disproportion des forces en présence est au premier moment effrayante. La réaction a ses junkers, un corps d'élite, des mitrailleuses en abondance, des automobiles blindées. Les ouvriers n'ont — à la veille et au début du mouvement — que quelques contingents de troupe, leurs gardes rouges et quelque deux cents hommes, en majorité soldats, arrivés de Dvinsk en qualité de prisonniers : peu de mitrailleuses, pas de canons. Leurs forces ne grandiront que pendant la lutte même.

Aussi le ton du maire est-il cassant. C'est entouré d'officiers, de magistrats et de fonctionnaires du syndicat des cheminots qu'il reçoit les délégués ouvriers et leur pose ses conditions : Capitulation, arrestation du Comité révolutionnaire militaire ; ou bien son artillerie démolira l'édifice du Soviet. Les parlementaires bolcheviks, en dépit de la parole qui leur a été donnée, ont quelque peine à sortir de l'état-major des blancs, couchés en joue par vingt fusils.

La lutte s'engage pour la possession du Kremlin, gardé par des soldats bolcheviks mais entouré par les junkers. C'est sur la place Rouge que le premier sang est versé : celui des hommes de Dvinsk sur qui les junkers ont tiré. Tout d'abord la réaction a l'avantage. Les junkers prennent le Kremlin et manœuvrent pour cerner le soviet. Ils occupent plusieurs quartiers ; leurs efforts tendent à isoler le centre — le soviet, siège du Comité militaire révolutionnaire — des faubourgs ouvriers. Un moment, ils y réussissent et l'on a l'impression très nette que le soviet va être pris. En vingt endroits on se fusille avec acharnement. La journée la plus critique est celle du 29. Le lendemain arrivent des gardes rouges des faubourgs, celles de Toula et de diverses localités environnantes. Cosaques et uhlands refusent de marcher contre les ouvriers. Le 2 novembre, junkers et gardes blancs capitulent.

### Les forces en présence

Mais voyons de plus près les phases ultimes et décisives de cette lutte. Et d'abord les forces en présence.

Un des membres du Comité révolutionnaire mi-

litaire, N. Mouralov, en donne le tableau approximatif que voici : « Nos ennemis devaient avoir environ 10.000 hommes. Ils avaient des junkers des écoles Alexandrovski et Alexeek, toutes les écoles de sous-officiers, l'état-major de la région, le Comité du Salut Public, les sections militaires des s.-r. et des mencheviks, la jeunesse des écoles. Nous étions par contre acquis : tous les régiments d'infanterie, la première brigade d'artillerie de réserve, le bataillon cycliste, les hommes de Dvinsk, de Pavlovsk, de Kostroma, de Serpoukhov, soit environ 15.000 hommes actifs et 25.000 hommes en réserve, 3.000 ouvriers armés, 6 batteries légères et quelques grosses pièces. » Cette simple énumération fait puissamment ressortir la composition de classe des combattants : à tous les éléments bourgeois et petits-bourgeois, y compris les intellectuels ; ici la masse grise des soldats, c'est-à-dire des paysans et des ouvriers portant l'uniforme, la chair à canon... »

Le 25 octobre, l'Assemblée des deux soviets des soldats et des ouvriers, réunis, élit par 394 voix contre 106 (mencheviks et sans-parti) et 25 abstentions le Comité révolutionnaire militaire. Les s.-r. avaient refusé de participer au vote. Ce Comité est formé des bolcheviks Oussievitch, Mouralov, Lomov, Smirnov, des mencheviks Nikolaev et Teytelbaum et de Konstantinov, délégué d'un groupe secondaire, celui de « l'union ».

Ce n'est que le 26 et le 27 que les événements de Petrograd sont connus. Le C.R.M. ordonne le même jour à la garnison de se tenir prêts à toutes les éventualités et de n'obéir qu'aux ordres émanant de ses membres. Le 26 la Conférence des délégués de la garnison vote par 106 voix contre 18 la confiance au C.R.M.

Le Bureau Central des syndicats de Moscou, la Fédération des cheminots et les « socialistes-révolutionnaires internationalistes » envoient leurs représentants au Comité. Cette composition bigarrée n'était pas de nature à en augmenter les forces. Les mencheviks avaient d'ailleurs déclaré n'y entrer que pour contribuer à « provoquer un dénouement aussi indolore que possible à la tentative de coup d'Etat des chefs bolcheviks » (1).

Le 26 même, le commandant des troupes du Comité de Salut Public, Riaktseff, exige la dissolution immédiate du C.R.M., la livraison du Kremlin et des armes. Les socialistes-révolutionnaires du soviet des paysans appuient cette demande.

Le 28, le journal menchevik *Vpered* (En Avant) annonce la sortie des mencheviks du C.R.M. et fait retomber sur les bolcheviks toute la responsabilité du sang versé.

Pendant ce temps la bataille des rues se poursuit.

Le 28 dans la nuit, le commandant bolchevik du Kremlin, coupé de ses communications et induit en erreur rend le Kremlin. Les junkers occupent à ce moment tout le centre de la ville, les gares, l'usine électrique, le téléphone ; le C.R.M. siégeant au soviet est à peu près entouré. Mais le même jour les quartiers ouvriers se lèvent ; l'afflux des gardes rouges opérant une pression des faubourgs vers le centre fait pressentir la victoire de la révolution. Le 29 au soir une suspension d'armes de vingt-quatre heures est signée. Les junkers veulent gagner du temps afin de recevoir

(1) Cité par Olinsky.

des renforts. Quelques contingents blancs étant arrivés ils rompent l'armistice aux Nikitskié Vorota. Mais les troupes révolutionnaires et les gardes rouges gagnent du terrain d'heure en heure. Toute l'artillerie est aux mains des insurgés. Bientôt les junkers ne tiennent plus qu'au Kremlin. Après de longues hésitations — causées par la crainte de provoquer des destructions d'œuvres d'art — le C.R.M. se décide à ordonner le bombardement du Kremlin. Le 2 novembre, le président du Comité du Salut Public demande un armistice. Le même jour, à 4 heures, la capitulation des blancs était un fait consommé. Le C.R.M. garantissait aux junkers rendant les armes la vie sauve et la liberté.

Cette clémence devait être néfaste à la révolution. Junkers, officiers, cadets, s.-r. qui venaient de la combattre pendant une semaine et eussent impitoyablement fusillé leurs adversaires en cas de victoire (nous en verrons dans quelques instants de nombreuses preuves) devaient se disperser aussitôt par la vaste Russie pour y organiser la guerre civile. La révolution allait les retrouver devant elle à Yaroslav, à Kazan, sur le Don, en Crimée — et dans tous les complots de l'intérieur. Un militant (1), dont nous avons le témoignage sous les yeux attribue la responsabilité de cette faute au C.R.M. Il écrit :

« La victoire fut incomplète à cause de l'attitude du C.R.M. Et si nous eûmes cette victoire, telle quelle, nous le devons à l'élan spontané des masses, au stoïcisme et à l'énergie des militants des quartiers ouvriers qui vivaient et marchaient avec la masse. »

## Episodes de la bataille des rues.

### Les débuts de la terreur blanche

Les batailles de rues sont fertiles en épisodes émouvants. L'histoire de celles-ci n'est pas faite et ceux qui la connaissent n'ont pas le temps d'écrire. Dans la poignée de souvenirs qu'ils nous offrent, je ne prendrai que quelques épisodes caractéristiques et, en un sens, précieux : car ils montrent l'esprit dont étaient animés les défenseurs du vieil ordre légal et les commencements, pendant la bataille, de la terreur blanche.

Un camarade letton, O. Berzine, commandait la garnison du Kremlin formée de soldats bolcheviks du 193<sup>e</sup> et du 56<sup>e</sup> d'infanterie. Les junkers en gardaient cependant les issues : si bien que pour entrer au Kremlin, il fallait deux laissez-passer : celui des rouges et celui des blancs. Dans la nuit du 28 octobre, O. Berzine qui ne communiquait plus avec la ville où la fusillade avait presque cessé est appelé au téléphone par le colonel Riabtseff qui lui annonce « que toutes les troupes insurgées ont rendu les armes, que l'ordre est rétabli et qu'il a 25 minutes pour capituler ». Berzine répond : « Nous nous rendons ». Mais quand il en informe ses soldats, ils le couchent en joue en criant à la trahison. Il ne réussit que difficilement à les calmer. Il va ensuite ouvrir les portes. Aussitôt qu'il apparaît, des junkers lui crient : « Jette ton sabre ». Son revolver et ses galons lui sont arrachés. Quelqu'un le soufflète en présence d'un général et d'un commandant. Tandis qu'il conduit les junkers de porte

en porte, on l'injurie, on le frappe. Il tombe plusieurs fois : et ce sont des officiers qui s'acharnent sur lui. Il entend çà et là le tic-tac des mitrailleuses et comprend qu'on fusille ses hommes. Gardé à vue dans une chambre, Berzine reçoit la visite du colonel Pekarsky (du 56<sup>e</sup> d'infanterie) qui vient lui dire : « Ah ! vous voilà ! Je m'étonne qu'on ne vous ait pas tué. Il faut vous tuer. »

Les travailleurs de l'arsenal du Kremlin sympathisant naturellement avec l'insurrection populaire, s'étaient néanmoins bornés à continuer leur tâche habituelle. Ils n'apprirent l'entrée des junkers que lorsqu'on vint arrêter leur Comité de fabrique. Peu après l'ordre leur était donné de se munir de leurs pièces d'identité, et de s'aligner dans la cour. Arrivés là, trois mitrailleuses sont démasquées devant eux. Ils ne peuvent pourtant pas s'imaginer qu'on va les fusiller ainsi, sans jugement, sans raison, eux, désarmés, eux qui n'ont pas combattu ! Un commandement retentit : « Alignement ! Fixe ! » Les hommes s'immobilisent la main à la couture du pantalon. Un signal est fait alors et le vacarme des trois mitrailleuses mises en action se mêle à des cris d'épouvante, à des râles, à des sanglots. Tous ceux que la première décharge n'a pas fauchés se précipitent vers la seule issue : une petite porte étroite demeurée ouverte derrière eux. Le feu des mitrailleuses continue : au bout de quelques minutes il se forme devant cette porte un tas d'hommes renversés les uns sur les autres, hurlants et sanglants, que l'on achève de mitrailler. Sur ces monceaux de morts et de mourants on tire le canon. Les obus éclaboussent de sang et de chair les murs des bâtiments voisins. Les quelques survivants ne durent d'avoir la vie sauve qu'aux instantes prières du général Koigorodov, leur chef, qui les secourut lui-même (1).

Ce massacre d'une foule de vaincus désarmés n'est pas un fait isolé. Les blancs arrêtaient et naturellement fusillaient un peu partout. Ils arrêtaient un homme sur sa mine, sur une dénonciation, pour un mot. Les voici fouillant un appartement à la recherche d'armes cachées. D'armes, point. Mais on les a reçus fraîchement. « C'est à se croire chez les bolcheviks », dit un aspirant à son interlocuteur, le camarade Bouravtsev, « et je vous défends de sortir de chez vous ». « Avez-vous un mandat qui vous confère ce droit ? » La réponse est péremptoire : « Point n'en est besoin ». Un quart d'heure se passe et les junkers reviennent : « Vous êtes un bolchevik. Suivez-nous ». L'homme s'en va, sous bonne garde, parmi les railleries, « S'il tente de s'échapper, tirez dessus », entend-il dire derrière lui. On l'enferme dans une chambre vide de l'école militaire d'Alexandrovsk, où le rejoignent bientôt divers compagnons de captivité. C'est la chambre des condamnés à mort. Dans le corridor voisin un colonel siège, dont ils entendent la voix de fausset, prononcer des arrêts : « A fusiller immédiatement ». « A fusiller avec la prochaine fournée ». « A la chambre des condamnés... » D'un moment à l'autre on peut venir les chercher pour les conduire devant le peloton d'exécution.

Quels sont ces condamnés ? Des ouvriers, des gamins, des soldats (ceux-ci les plus nombreux), quelques intellectuels. Les causes de l'arrestation : possession d'une arme, d'un laissez-passer du C.R.M., dénonciation. Au reste il y a des malheureux arrêtés par hasard, comme ce jeune homme

(1) M. Olminsky.

(1) D'après le récit du rescapé Ilya Noskov.



d'apparence bourgeoise qui avait intempestivement allumé l'électricité dans sa chambre — ce que l'on avait pris pour un signal. S'attendant à être libéré il fatiguait de ses supplications ceux des geôliers qui se montraient au seuil de la pièce. Un officier entre, l'écoute d'abord, puis le toise sévèrement : « Quoi ? Quoi ?... en liberté, vous ? Mais il y va pour vous de la polence ! » Toute une journée se passe ainsi. Les condamnations se succèdent de plus en plus pressées. A chaque instant la porte s'ouvre pour livrer passage à un nouvel arrivant qui entre le visage défilé, chancelant, assommé par l'arrêt de mort. Mais on se fait à l'idée de l'exécution prochaine : et les nouvelles du dehors apportées par les nouveaux venus donnent quelque espoir. Dans la soirée un incident trouble ces condamnés : un prisonnier dans le corridor voisin se met à crier, se débat contre ses geôliers. On le bâillonne, sa voix s'étrangle ; ils l'entendent emmener, « au mur », sans doute...

L'auteur de cette relation a été sauvé par la victoire des rouges. Un autre raconte comment les junkers arrêtaient dans les rues. Il s'agit d'un soldat, membre du Comité de son bataillon, arrêté au coin d'une rue par une patrouille à la tête de laquelle se trouve le prince Gagarine. Aussitôt que l'on a trouvé dans ses poches l'attestation du Comité régimentaire, le soldat est frappé, tandis que des voix crient autour de lui : « Au revers ! Au mur ! »

Le prisonnier s'adresse au prince Gagarine :

« Les Allemands ne traitent pas ainsi leurs prisonniers. »

Et le prince pour toute réponse, ordonne aux junkers : « Allez-y à coups de crosse ! »

Le soldat tombe, assommé. Il reprend connaissance pour s'entendre dire qu'on va le fusiller. Avec d'autres il est conduit au Kremlin. Au départ le prince Gagarine donne l'ordre de « tirer sur qui se retournera » — et à l'arrivée il fait jurer aux élèves de la 2<sup>e</sup> école, de ne pas laisser sortir leurs prisonniers vivants.

\*\*\*

Les faits de cette nature furent naturellement très nombreux. Ils prouvent chez les défenseurs du gouvernement de Kerensky la volonté bien arrêtée de noyer dans le sang l'insurrection ouvrière. Tels sont les débuts de la terreur blanche, Vainqueurs, les hommes de l'ordre démocratique se fussent cru en devoir de décimer la population laborieuse de la capitale pour en finir définitivement avec le mouvement révolutionnaire. Ainsi la terreur était inévitable. Les intérêts de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie l'exigeaient ; leurs serviteurs y voyaient une chose toute naturelle. Comme on l'a vu la révolution victorieuse ne versa pas de sang inutile, ne commit pas d'actes de représailles : elle ne devait recourir à la terreur que poussée à bout, longtemps après.

Dès les premiers moments de la lutte les réactionnaires affichent le mépris le plus absolu de la liberté et de la vie des « rebelles ». L'insurgé ne s'est-il pas mis hors la loi ? Ce n'est plus un citoyen, c'est un homme à tuer. Ainsi le considèrent les juristes de la bourgeoisie, et ses législateurs, et ses mercenaires, et ses scribes...

Or, quels sont ces fusilleurs ? Les chefs : officiers de l'ancien régime, ralliés à la démocratie ; industriels, avocats et négociants, cadets,

« militants » socialistes-révolutionnaires (hélas !), c'est-à-dire militants du parti qui a donné à la révolution les Kaliaeff, les Sazonoff, tant de purs héros. Fallait-il que leur aberration fût grande et qu'elle ait des causes profondes pour les transformer ainsi en alliés de la réaction ! Les sous-ordres, les hommes : junkers et jeunesse des écoles, étudiants. Ceci est navrant. Le passé révolutionnaire de la jeunesse des écoles russes permettait d'en espérer autre chose. L'esprit de classe, en ce lendemain d'une révolution *politique*, en cette veille d'une révolution *sociale* creusait donc un fossé infranchissable entre le peuple inculte, aux mains calleuses, des ouvriers et des soldats, et les intellectuels issus de la petite-bourgeoisie.

## Comment se battent les rouges

Efforçons-nous d'évoquer quelques moments de la lutte, quelques scènes, quelques visages, d'après ces souvenirs épars.

Le Comité révolutionnaire militaire siégeait dans les bâtiments du soviet, au sommet de la rue Tverskaia, face à l'ancienne place Skobelev. Le soir du deuxième jour de lutte, sa situation devint particulièrement critique. Les junkers occupaient les quartiers avoisinants. Le soviet formait une sorte d'îlot qui pouvait être submergé en quelques heures... La fusillade se rapprochait de plus en plus. Les défenseurs du Comité se complèrent : ils étaient deux cents.

Au second étage, dans une chambre donnant sur la cour, le C.R.M. siège en permanence ainsi que le Comité de Cinq désigné par le parti. L'état-major est à côté. Du dehors montent des cris, des rumeurs, et par-dessus tout le crépitement continu de la fusillade. Mouralov, Noguine, Lomov, Oussievitch — qui sera tué dans quelques heures — Soloviev sont là, tantôt délibérant, tantôt reposant sur un coin du divan. Tout à coup, alerte ! en toute hâte il faut déménager dans une autre pièce, celle-ci se trouvant exposée au feu d'une mitrailleuse, placée, dit-on, sur un toit voisin. La fusillade crépite, semble-t-il, sous les fenêtres. Ce sera peut-être dans quelques instants le dernier acte de résistance au centre. En hâte deux jeunes femmes — les secrétaires du C.R.M. — confectionnent des brassards rouges pour les membres du Comité. Si l'ennemi entre, qu'il voie bien que les chefs ne se dérobent pas ! Mais une rumeur traverse soudain ce groupe d'insurgés qui allait désespérer non de vaincre mais de vivre assez pour voir la victoire : « Notre artillerie est sur la place ! » C'est vrai. Le premier coup de canon fait trembler les vitres. Et le coup porte juste : l'obus éclate dans une chambre de l'Hôtel National (aujourd'hui première maison des soviets) occupé par les junkers.

L'état-major de l'insurrection est sauvé.

\*\*\*

Au soviet,

« Smidovitch, vieux militant bolcheviste, arrive au Comité sortant d'une conférence avec les cheminots. Il relate ses démarches. Tout à coup il s'interrompt : son regard est tombé sur un revolver :

— Dire que je ne sais pas même tirer ! s'exclame ce vieil insurgé.

Il prend le revolver, le tourne, le retourne. Le

coup part, sans faire de mal à personne heureusement.

Et il a les cheveux gris ! murmure quelqu'un avec reproche.

Mais il ne servirait à rien de multiplier les récits de ces scènes. Trop de choses seraient à évoquer pour qu'on puisse se limiter à quelques-unes. Dans le seul recueil que j'ai sous les yeux on enlevait au cours du récit tant de raccourcis saisissants, que cela donne de l'émeute une impression poignante et magnifique. Voici, dans une taverne (traktir) un Comité insurrectionnel de quartier. Bottés, le revolver à la ceinture, des hommes sommeillent affalés sur des sacs. La pièce est encombrée de caisses de munitions. Des saucissons vosinent avec des cartouches. Un ouvrier, visage fiévreux, yeux rouges, brûlants, creusés par trois nuits de veille, signe des laissez-passer. D'autres, un jeune, un vieux, une femme mal coiffée qui n'a pas dormi elle aussi depuis 48 heures, discutent penchés sur un plan de la ville. Quelque part dans le voisinage une mitrailleuse travaille et plus loin le canon gronde. Autre décor. La nuit, la pluie. Flaques sur les pavés. Rares lanternes dont la jaune lueur se prolonge en zigzags sur les trottoirs et dans les ruisseaux. Deux femmes s'en vont par les rues noires, écoutant à travers le clapotis de l'eau les rumeurs du combat. Le Comité leur confie une mission. Le cœur serré elles vont. Chut ! Des pas résonnent. Une ombre apparaît à l'autre bout de la rue, suivie d'autres. Patrouille d'éclaireurs, sans doute : junkers, explorant les abords du soviet ? Fuir ? Impossible. Résister ? Inutile. Quelle navrante, pourtant, finir ici, sans avoir servi à rien, d'une balle dans la nuque ! Elles attendent, anxieuses, stoïques. Ce sont des rouges ! « Salut, camarades ! » Elles ont passé. Autre décor. Deux insurgés sont en vedette dans une maison éventrée par un obus. Nuit noire. Ils sont accroupis ou couchés parmi du plâtras, des gravats, des flacons cassés, des débris de miroir. A la lueur d'une explosion ils ont reconnu que c'avait été une boutique de coiffeur. Deux fois des bombes éclatent dans la pièce, les couvrent de plâtras et par miracle, les épargnent. Sinistres, furtifs, le fusil au poing, des maraudeurs viennent, flairant le danger et s'écartent. Les deux insurgés veillent. De la bataille ils ne voient qu'un cadavre allongé dans la rue, au seuil d'une demeure. Cela ressemble à la garde dans un trou d'obus ; car la guerre civile est souvent pareille à l'autre guerre. Avec plus de trahison, pourtant. Longtemps les junkers ont tenu le poste. On les en a chassés à la fin. En tirailleurs les rouges progressent des deux côtés de la rue, longeant les maisons. Plus de résistance devant eux ; du sang ça et là sur les trottoirs et quelques formes allongées, rigides, sur le péristyle de la porte, là-bas. Mais, des fenêtres voisinent claquent encore des coups de revolver. Ce sont les habitants du quartier, négociants, employés, intellectuels, qui tirent leurs dernières cartouches et se cachent. Car on a beau fouiller les maisons, les intérieurs v sont innocemment bourgeois. Un homme cependant s'abat foudroyé en passant près d'une fenêtre. Et c'est atroce ce meurtre inutile et anonyme. Le « habitant » se venge. Ah ! vous avez troublé sa quiétude d'électeur, d'homme d'ordre, de bon époux et de bon exploitateur, socialistes, communistes, anarchistes de malheur ! Comme on vous fusillerait de bon cœur !

## L'organisation bolchevik

L'organisation des rouges était assez complète, grâce surtout au mécanisme éprouvé du Parti bolchevik. Le dévouement, l'énergie des militants, suppléaient d'ailleurs à ses lacunes. Et telles semblent être les conditions de la victoire dans une insurrection :

1° Existence d'une organisation révolutionnaire forte, sôplé, consciencieuse, résolue ;

2° Action des masses, unanimité de sentiments de l'élite ouvrière ;

3° Action de la troupe agissant de concert avec les révolutionnaires.

Les comités du Parti siégeaient nuit et jour en permanence (Comités de Moscou, du District et de la région). Toutes les décisions de quelque importance étaient prises par le Parti et par le Comité révolutionnaire militaire, agissant ensemble. Ce sont eux qui décident, le premier jour de la bataille, de suspendre la parution de tous les journaux bourgeois et socialistes indécis. Le lendemain ne parurent que la *Pravda* bolchevik et les *Isvestia* du Soviet, c'est-à-dire que la presse se trouva du coup réduite à ce qu'elle devait être plus tard quand la guerre civile intérieure et extérieure devint chronique.

Les états-majors s'improvisaient parfois sur place. On prenait une fonction, et si on la remplissait bien on la gardait. Quand les renforts devenaient nécessaires sur un point, un messager courait à l'état-major du rayon, criait à tue-tête : « Camarades, il nous faut absolument vingt-cinq ou cinquante hommes ! » Le chef du secteur libellait un ordre sur une feuille de son calepin et le confiait au guide du détachement formé sur le champ de volontaires. Il y en avait généralement trop ou pas assez, rarement le nombre requis.

La plupart des militants qui dirigeaient l'action ne dormaient pas. Les nuits et les jours se confondaient dans le fracas et l'activité dévorante de la bataille. Quand la fatigue prenait le dessus, on sommeillait le coude sur une table, jusqu'au réveil en sursaut dans le fracas du canon ou jusqu'à l'arrivée d'un camarade, naïvement indigné qu'on puisse dormir à un pareil moment.

Les chefs des secteurs ne furent autorisés par le C. R. M. à quitter leurs postes pour présenter eux-mêmes leurs rapports que lorsque la partie eut bien gagnée. Des agents de liaison maintenaient le contact entre les secteurs, les insurgés n'ayant pas de téléphone de campagne.

Des cuisines militaires ambulantes ravitaillaient les combattants rouges.

Il arrivait souvent que les postes de confiance fussent répartis au hasard des rencontres et des nécessités. Rien de plus significatif que ces nominations en temps d'émeute. La poste est prise, il faut y envoyer quelqu'un immédiatement. « Allez-y ! » dit-on à V. N. Podbielsky. « J'y vais. » Podbielsky, totalement étranger jusqu'à ce jour à cette grande administration, devait pourtant demeurer jusqu'à sa mort Commissaire du Peuple pour les P. T. T.

Quelques instants avant de signer la cessation des hostilités, les membres du C. R. M., « éreintés, saes, les yeux rouges par l'insomnie », s'aperçoivent qu'ils ont à désigner un commandant militaire de la région. Commandant ou commissaire ? Ils hésitent. Ces notions sont confuses. Va pour

« commissaire » ! Acceptes-tu, Mouralov ? Bon. » C'est tout. La nomination est tapée sur une Remington, scellée d'un cachet ; et il y a dès ce moment, à Moscou, une nouvelle autorité militaire.

Dans la cour du bâtiment du Soviet, le nouveau commissaire Mouralov et d'autres camarades pataugent, en attendant des automobiles. Un curieux note ce bout de dialogue :

— Qu'est-ce que tu veux être, toi, Lopachov ?

— Hum !... Je crois qu'il y a un poste de général attaché à la place...

Eclat de rire.

— Va pour général attaché à la place. Entendu, vieux.

— Moi, dit un autre, je suis ton aide de camp.

— Ça va.

Une demi-heure plus tard, de vieux généraux recevaient avec confusion et déférence leurs nouveaux supérieurs hiérarchiques...

« Ainsi fut créée une nouvelle autorité militaire. Créée simplement ou, mieux encore, engendrée par l'action même et, comme tout ce qui naît, baptisée dans le sang. » (A. Arosev.)

## Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks

Le Parti bolchevik étant la seule organisation puissante et nombreuse qui comprit la volonté des masses et consentit à se mettre à leur tête, eut, dans ces événements, le rôle dominant. Collaborèrent énergiquement avec lui les socialistes-révolutionnaires de gauche (Sabline, notamment) et les anarchistes, nombreux, dévoués, mais éparpillés.

Mais la plupart des socialistes-révolutionnaires, tout le parti gouvernemental, la droite et le centre, la plupart aussi des mencheviks, se trouvèrent du côté de la bourgeoisie, prêts, dès le premier jour, à verser le sang ouvrier pour rétablir « l'ordre démocratique ».

L'organe officiel des S.-R., *Trouv* (le Travail), publiait le 5 novembre, alors que les pavés n'étaient pas encore lavés du sang des victimes de la guerre civile, ces lignes :

« Ceux qui siégeaient à la Douma et au Kremlin, ceux au nom de qui agissaient les junkers, formaient la Douma municipale socialiste et le Comité du Parti Socialiste-Révolutionnaire. »

« En tirant sur les travailleurs dans les rues de Moscou, écrit le camarade Novitsky (à qui j'emprunte cette citation), les S.-R. ont fusillé leur propre parti. »

À la même époque, avant et après la révolution, les journaux mencheviks accablaient les bolcheviks de reproches et d'injures. Des hésitations se remarquaient pourtant au sein de ce parti. Le 25 octobre, le menchevik Deviatkine déclarait à la Douma moscovite, au nom de sa fraction : « Si le gouvernement entre dans la voie des représailles, nous serons avec la classe ouvrière. »

En fait, les meneurs mencheviks observèrent une neutralité plutôt hostile à la révolution prolétarienne ; l'ensemble des ouvriers social-démocrates adhéra néanmoins, sans réserves, au mouvement.

## Après la victoire

Le 2 novembre 1917, la révolution ouvrière était à Moscou, victorieuse comme elle l'avait été à Pétrograd dès le 25 octobre. Ici et là, sa situation n'en était pas moins hérissée de difficultés. Une nouvelle lutte commençait, infiniment plus dangereuse et plus dure que la bataille des rues.

Il fallait tout organiser, malgré la conspiration réactionnaire permanente et le sabotage des fonctionnaires et des intellectuels.

Quel héritage recueillait le nouveau régime soviétique ? La désorganisation des transports, le chômage de l'industrie, la disette, le désordre, le gâchis, le sabotage, la mauvaise volonté de tous ceux que leurs intérêts ou leurs préjugés rattachaient au passé. Grande leçon : car tels doivent être les lendemains de toutes les insurrections victorieuses.

Tandis que les bolcheviks occupaient la Douma, les membres réactionnaires de l'ancienne Douma, que l'on avait laissés en liberté — S.-R. et cadets — s'organisaient à la fois ouvertement et clandestinement pour l'action : la conspiration contre-révolutionnaire s'instituait en permanence.

Le tableau que les bâtiments de la Douma offrirent aux nouveaux arrivants est symbolique. Les obus ont crevé les murailles en divers endroits. Il y a des planchers défoncés, des chambres où tout a été pulvérisé, des escaliers démolis ; presque toutes les vitres sont cassées. Documents et papiers sont dispersés dans les bureaux ainsi que par un ouragan. Les dossiers ont servi à boucher les fenêtres. On a fait sauter les tiroirs des secrétaires. Les machines à écrire ne sont plus bonnes à grand'chose... D'ailleurs les employés de la ville, à l'instigation de l'ancienne administration, se mirent en grève. Et cette grève contre la révolution ouvrière, 16.000 employés municipaux la prolongèrent pendant quatre mois. Que l'on juge de la situation qui en résulta pour les administrations publiques et que l'on pèse les responsabilités !

« Remettre en activité les administrations de la ville présentait, dans ces conditions, une difficulté inouïe. La grève de tous les employés — sans exception — des médecins, des instituteurs, des ingénieurs, des techniciens, etc., le boycottage des emplois, le sabotage des nouveaux fonctionnaires d'une part, de l'autre la nécessité de payer aux ouvriers leur salaire normal (et les administrations civiles et militaires fournissaient du travail à 200.000 ouvriers), de nourrir des dizaines de milliers de réfugiés et d'invalides, d'entretenir les troupes, les hôpitaux, les hospices, de pourvoir à tout prix à l'entretien du service des eaux, des égouts, des tramways, des abattoirs, du gaz, de l'électricité, tel fut le problème devant lequel les travailleurs et des militants très inexpérimentés en ces matières se trouvèrent tout à coup, n'ayant à compter, pour le résoudre, que sur leurs propres moyens. » (Anioutkine.)

On peut dire aujourd'hui que le Soviet de Moscou fut à la hauteur de sa tâche. En dépit de tout, les services publics fonctionnèrent normalement. La situation ne devait devenir critique qu'après des mois et des années de guerre civile...

## Conclusion

Ainsi s'accomplit, dans la capitale d'un des plus grands pays civilisés, une révolution dont l'importance historique ne se peut encore aucunement apprécier : la première révolution sociale des temps modernes, la première expropriation des riches par les travailleurs conscients de leurs droits.

Essayons de résumer en quelques lignes son expérience :

1. La révolution d'octobre, en Russie, est voulue par les masses qui, en juillet, à Petrograd, prennent même l'initiative de l'action. Économiquement, politiquement, psychologiquement, elle était nécessaire.

2. Son succès rapide est assuré par une nombreuse élite révolutionnaire que la lutte clandestine contre le tsarisme a éprouvée, trempée, aguerrie. A la tête de cette élite il y a un grand parti bien organisé (parti bolchevik). Dans ce parti un homme se révèle doué d'une intelligence supérieure des situations, en choisissant l'heure. Tel est l'immense mérite de Lénine.

3. Deux minorités irréductibles, l'une réactionnaire, l'autre révolutionnaire, se trouvant en présence, la lutte ne pouvait se terminer que par les armes. Il n'y avait que deux solutions possibles : dictature réactionnaire ou dictature révolutionnaire. Le concours des masses décide la victoire.

Noter le rôle des troupes, qui est stratégiquement de la première importance. La fidélité de quelques régiments eût pu donner à la réaction une victoire, sans doute momentanée, mais cruelle et grosse de conséquences.

4. Dès le commencement de la guerre civile

la réaction (et la réaction seule) se montre animée de la ferme volonté d'instituer la terreur blanche.

Il faudra plus tard, longtemps après, des complots incessants, des assassinats, le sabotage et l'intrigue étrangère pour susciter enfin la terreur rouge...

5. Dans la guerre sociale les éléments d'origine petite-bourgeoise (officiers, intellectuels, étudiants) et les petits fonctionnaires et employés gravitant autour de la petite-bourgeoisie dont ils ont du reste la mentalité, sont les plus dangereux pour le prolétariat. Quels que soient les programmes de leurs partis, quel que soit parfois leur passé libéral ou même révolutionnaire, ils se révèlent nécessairement, opiniâtement les alliés de la réaction. Leur résistance passive, après la révolution, est aussi redoutable que leur résistance active pendant la révolution.

6. Les batailles de la révolution, en dépit de l'acharnement des deux partis, ne font que peu de victimes. La résistance ultérieure de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie (grève des techniciens, sabotage, etc.) fut par contre en Russie la cause d'une persistante misère et de calamités sans nombre.

Au lendemain d'une insurrection victorieuse il importe que les travailleurs révolutionnaires, s'ils ne se sont pas acquis le concours d'un nombre suffisant de techniciens conscients, puissent les contraindre dans l'ensemble à travailler sous un contrôle efficace.

L'expérience de la révolution d'octobre, mieux connue, sera fertile en enseignements. Les militants tireront eux-mêmes de ce résumé trop rapide et trop incomplet les conclusions théoriques qu'il suggère.

Petrograd, septembre 1920.

VICTOR-SERGE.

# Sous le drapeau rouge de Proletcult

Le mouvement ouvrier suit différentes voies pour arriver à sa victoire sur le monde bourgeois, à son but final — au communisme universel. S'engendrant comme un mouvement professionnel et coopératif, il se développe en un large mouvement politique.

Mais le monde ancien oppresse le prolétariat non seulement au point de vue politique et économique, mais il tient les masses ouvrières en servitude morale, en les assujétissant à l'influence de sa culture basée sur le principe de la propriété « sacrée » et de l'exploitation. C'est pour cette raison que devant le prolétariat international se dresse le problème non seulement de prendre en ses mains le pouvoir politique, non seulement de reconstruire sur les principes communistes la vie économique anarcho-individualiste de la bourgeoisie, mais de vaincre la servitude spirituelle, la culture bourgeoise, dont l'influence se faisait tant sentir pendant la guerre impérialiste et se fera encore sentir, malgré la révolution sociale, tant que le prolétariat, surtout dans les premiers temps, sera forcé de se servir de l'intelligence bourgeoise-démocratique.

Les marxistes révolutionnaires ont toujours dit que le marxisme ne se borne pas à la lutte politique ou économique, mais qu'il est également un

puissant mouvement révolutionnaire intellectuel qui embrasse la politique et l'économie, comme ses parties intégrantes. Et malgré cela les partis politiques n'accordaient pas assez d'attention au travail intellectuel au sein du prolétariat, ne posaient pas la question sérieusement, ne l'analysaient pas, ni sous le rapport de la théorie, ni sous le rapport de l'organisation.

Le travail de l'instruction qui se faisait par les partis politiques, par les unions professionnelles et les autres organisations éducatrices ne consistait pas dans le recueillement et la systématisation des éléments de la culture prolétaire, mais n'était qu'une simple association à la culture en général. Et puisqu'on agissait sans critique, sans conformation aux buts du prolétariat, la vie des classes ouvrières s'affermissait dans les formes anciennes, reflétant la nature sociale bourgeoise avec ses façons de penser, ses accords de sentiments et ses rapports sociaux.

Ce n'est que dans la Russie des « soviets » que ce travail s'est déployé en une forme nouvelle, déterminée, du mouvement ouvrier dans la lutte pour la culture prolétaire.

Avant la révolution d'octobre la question, par la force des circonstances inévitables du régime tsariste, n'était traitée que théoriquement. A pré-

sent s'est formée une organisation vivante et active — le « Proletcult ». Il compte plus de 500.000 membres ouvriers et ce nombre augmente chaque jour. De nouvelles organisations surgissent.

Mais le Proletcult, ainsi que toute autre forme du mouvement ouvrier ne pourra avoir de force et de signification que s'il se développe en une organisation internationale. Pour cette raison le prolétariat révolutionnaire de tous les pays doit procéder à l'organisation des Proletcults.

## II

L'ancien monde bourgeois a enlacé le prolétariat dans sa vie entière par tout un réseau de méthodes, de principes, de préjugés. Jusqu'à présent dans la formation et le façonnement de l'expérience et de la politique de sa classe dans la science et les arts le prolétariat use des méthodes de la culture bourgeoise ; jusqu'à présent le prolétariat ne s'est pas affranchi dans ses fondations et ses raisonnements de l'influence de la psychologie bourgeoise ; jusqu'à présent la vie de l'ouvrier tient par ses racines au train de vie bourgeois, et toute cette oppression morale empêche les pionniers de la vie nouvelle de faire jaillir librement et pleinement leur élan révolutionnaire dans la création de la vie future.

Le prolétariat doit créer sa culture à lui, prolétaire, qui deviendra avec le temps, quand la société communiste se sera organisée et les classes auront disparu, culture humaine en général.

Le mouvement nouveau se donne donc pour but d'organiser, c'est-à-dire de mettre de l'ordre, du système dans la culture prolétaire, dont les éléments épars surgissent partout où les pensées et les sentiments se développent sur le terrain du travail collectif. Le Proletcult bâtit tout son programme de manière que le prolétariat puisse s'armer du savoir nouveau, cultiver ses sens par l'art nouveau et reconstruire ses rapports sociaux, selon l'esprit nouveau — réellement prolétaire, c'est-à-dire dans une communauté collective ouvrière.

L'œuvre du mouvement révolutionnaire intellectuelle se compose de deux parties.

Dans sa première partie elle consiste à donner au prolétariat le moyen de recueillir l'héritage intellectuel reçu du monde ancien. Jusqu'à présent le prolétariat par la force des conditions politiques et économiques n'avait pas d'accès à ces valeurs et cependant il y a des valeurs qui peuvent être utilisées dans la reconstruction de la vie nouvelle. Mais le prolétariat doit recueillir les acquisitions des générations précédentes non comme un élève docile, mais en les critiquant, après les avoir épurées dans le creuset de sa conscience prolétaire.

Dans sa seconde partie l'œuvre consiste en un travail intellectuel créateur, c'est-à-dire dans la réorganisation des sciences et des arts (poésie, peinture, sculpture, musique (théâtre, etc.) sur des principes nouveaux, prolétaires-collectivistes. Jusqu'à présent dans tous les domaines au-dessus de l'expérience prolétaire règnent inévitablement les façons de penser bourgeoise ; il faut changer cela.

Marx a commencé cette œuvre, le prolétariat doit la poursuivre en l'étendant sur tous les domaines du savoir et de l'art et sans le concours ouvrier des autres éléments sociaux.

Pour que ce travail soit productif il faut créer des conditions propres à faire disparaître du sein du prolétariat même ses préjugés bourgeois, pour que son œuvre ne soit pas entravée par l'influence des autres groupes de la population et

porte dans son développement un caractère essentiellement prolétaire.

En rapport avec ces buts généraux le Proletcult se pose des problèmes spéciaux dans le domaine des sciences et des arts en particulier. La science est le moyen de l'organisation du travail social. Entre les mains des classes privilégiées, elle était un moyen de domination et d'exploitation ; entre les mains du prolétariat elle doit devenir un puissant outil dans sa lutte sociale, dans sa lutte avec la nature, un moyen de la victoire et de reconstruction de sa vie. Tout le matériel scientifique doit être revu non seulement au point de vue de sa valeur et de son exactitude, mais principalement il doit être lié par une seule méthode d'exploration, pour que l'homme puisse recevoir une conception juste et harmonique de l'univers. L'expérience scientifique doit être examinée et éclairée conformément aux conditions et exigences de l'œuvre prolétaire. Ces connaissances seront diffusées largement dans les masses à l'aide des universités prolétaires, des ateliers scientifiques et de l'encyclopédie ouvrière dans laquelle les méthodes, les acquisitions de la science réorganisée selon le point de vue prolétaire doivent être énoncées avec le plus d'harmonie, d'ampleur et de simplicité.

Si la science organise l'expérience sociale par le moyen du « syllogisme », du raisonnement, l'art doit organiser de même l'expérience dans la sphère des sens et des aspirations au moyen de vives évocations vocales, musicales, pittoresques, sculpturales, etc., dans les formes les plus à la portée des masses ouvrières.

L'art, comme la science, ne doit plus être l'appanage de l'élite seule de la société, mais de la nation entière. Il ne doit pas être un moyen de repos et de distraction, mais au même titre que la science il doit servir d'un puissant moyen d'organisation des forces collectives et forcément il doit être pénétré de l'esprit collectif ouvrier.

Contrairement à l'art de la bourgeoisie décadente, l'art prolétaire fait ressortir, au premier plan le contenu et non la forme.

En un mot le Proletcult doit former des savants, des poètes, des critiques, des publicistes, des musiciens, des peintres, des artistes essentiellement prolétaires, trouver des formes nouvelles de rapports sociaux et élaborer une morale prolétaire engendrée dans la lutte et le travail collectif.

## III

Le Proletcult est l'organisation intellectuelle du prolétariat, comme le parti ouvrier est son organisation politique, les unions professionnelles son organisation économique. Comme le Parti, surtout au commencement de son développement, ne reçoit dans ses rangs que l'avant-garde politique de la classe ouvrière, ses éléments les plus murs politiquement, de même le Proletcult ne doit admettre dans son sein que l'avant-garde intellectuelle et industrielle du prolétariat ; les causes en sont les mêmes, mais ici elles agissent plus fortement.

Si la résolution des problèmes politiques et l'élaboration des mots d'ordre dépendaient directement de la majorité peu cultivée du prolétariat, la conduite politique du parti serait définie par le niveau de cette majorité et ne serait pas l'expression la plus pure et la plus suivie des intérêts et des tendances de la classe prolétaire. Le Parti ne serait pas le vrai guide de la classe dans sa lutte. Si la ligne de conduite intellectuelle-révolutionnaire du Proletcult dépendait du niveau peu cultivé des masses, le Proletcult ne

pourrait pas discerner les formes pures, et les aspirations de la culture nouvelle et les organiser en un entier harmonieux ; il ne pourrait pas donner aux masses une réelle directive dans ce sens. De là d'inévitables restrictions organisationnelles.

D'autres restrictions découlent du fait que dans l'œuvre intellectuelle le rôle des éléments sympathisants, mais non prolétaires plus que partout ailleurs, doit être techniquement accessoire. Car son esprit et son caractère doivent être fondés sur la connaissance profonde des conditions de la vie et de l'existence de sa classe, connaissance peu à la portée de ceux qui viennent du dehors.

Dans sa structure intérieure l'organisation du Proletcult doit être l'expression suivie du principe fondamental de la classe prolétaire, du collectivisme, c'est-à-dire de la collaboration intime et doit être le plus possible accordée avec la structure des organisations analogues politiques et surtout professionnelles.

Des formes concrètes de l'organisation dans différents pays seront, sans aucun doute, différentes selon les conditions sociales générales.

En Russie le Proletcult existe aux frais de l'Etat, mais dans l'Europe occidentale il pourrait être persécuté.

Un fait reste commun. Le Proletcult se base sur le prolétariat industriel et son alvéole première c'est le prolétariat de l'usine, de la fabrique, de telle ou telle entreprise. Viennent ensuite les corporations des villes de district, des provinces et enfin le Proletcult central.

Dans son travail immédiat chaque organisation jouit de la plus grande autonomie locale ; l'initiative et la liberté sont la base de tout travail créateur.

L'étendue du travail des Proletcults dans l'Eu-

rope occidentale sera nécessairement plus grande que celle des Proletcults russes. En Russie une grande partie du travail instructif est faite par le Commissariat national d'instruction ; quant au Proletcult, il a pour sa part exclusivement le travail créateur dans ses annexes scientifiques, littéraires, musicales et vocales, théâtrales et des arts figuratifs, ainsi que dans les clubs de culture prolétaire. Il est le fondateur de l'université prolétaire, des bibliothèques, les cours professionnels. La propagande scientifique socialiste se fait en Russie sous la direction du Commissariat national d'instruction ; dans l'Europe occidentale ce sera le domaine des Proletcults, mais ce travail ne doit pas enfreindre le caractère principal de l'œuvre intellectuelle révolutionnaire, le recueillement des éléments naissants de la culture nouvelle dans le domaine de la vie sociale, de la science, des arts, leur classement, leur développement et leur systématisation dans un ordre de conception collectiviste-communiste, organiquement lié aux sensations et aux actions.

Le travail dans cette direction dans l'Europe occidentale sera plus difficile et plus compliqué qu'en Russie, mais ces difficultés ne doivent pas arrêter nos camarades. Nous devons offrir le Proletcult international pour arriver à la dictature du prolétariat non seulement dans les domaines politique et économique, mais aussi dans le domaine de la culture intellectuelle.

Que l'appel : « Ouvriers, rangez-vous sous le drapeau rouge du Proletcult ! » retentisse dans toutes les fabriques, dans toutes les villes, partout où le sifflet du matin appelle des centaines des milliers d'ouvriers, partout où se trouve le grand constructeur du règne du communisme — la classe ouvrière.

Valérien FOLIANSKI

Président du Comité Central du Conseil du Proletcult de toutes les Russies.

# Chronique Internationale

## POLONÈNE

Le mouvement syndical en Pologne s'est constitué de façons diverses, selon les trois Etats entre lesquels elle était partagée : en Galicie c'était un mouvement autrichien, en Pologne dite « du Congrès », comme d'ailleurs à l'étranger, les associations ouvrières étaient en général prohibées, et ce n'est qu'après la Révolution de 1905 que purent s'y former de grandes organisations syndicales. Jusque-là, il n'y avait que ce qu'on appelait des « corps de métier », des « caisses de résistance ».

La question qui se posait à cette époque parmi les ouvriers de la Pologne russe, c'était de savoir si les associations professionnelles, comme la plupart du temps en Occident, devaient subsister parallèlement au parti sans avoir rien de commun avec lui ou bien si elles devaient être intimement liées au parti. La fraction révolutionnaire du prolétariat polonais, guidée par la social-démocratie de la Pologne, du Congrès et de la Lithuanie (S. D. K. P. Z.) défendait ce point de vue que les libertés conquises pendant la ré-

volution de 1905 ne seraient durables que si le prolétariat pouvait conserver sa force et son énergie révolutionnaire pour la lutte prochaine et que si ces libertés devenaient un point de départ pour la dictature du prolétariat. C'est pourquoi la S. D. K. P. i. L. déclarait que toutes les organisations ouvrières devaient être subordonnées au problème le plus considérable de la classe ouvrière, c'est-à-dire à la lutte pour l'abolition du régime capitaliste.

Le S. D. K. P. i. L. constituait des associations politiques avec les ouvriers travaillant dans les diverses branches et adoptant le point de vue de la lutte de classes. Les associations professionnelles en général estimaient que le S. D. K. P. i. L. était le défenseur des intérêts politiques du prolétariat, et soutenaient ce parti moralement et matériellement. Le parti avait voix délibérative dans les syndicats et vice versa.

Les syndicats social-démocrates comptèrent bientôt des milliers d'ouvriers (les syndicats de l'industrie textile avaient à eux seuls 30.000 membres) et formèrent les groupes professionnels les plus nombreux de la Pologne du Congrès. C'est en 1906 qu'ils atteignirent leur plus haut degré

de développement. Les syndicats social-démocrates eurent à subir les persécutions de la police et des tribunaux et finalement en 1908, comme organisations des masses, ils succombèrent sous le poids des répressions.

En même temps disparurent les syndicats dits « neutres », fondés après la Révolution par le P. P. S. et qui représentaient la tendance apolitique. Les syndicats chrétiens, les syndicats « polonais » (jaunés) commencèrent à périr. La bourgeoisie après la répression des organisations révolutionnaires n'avait plus besoin d'eux et cessait de les soutenir.

Le mouvement professionnel ne commença à prendre vie en Pologne « du Congrès » qu'après l'occupation du pays par les armées allemandes. Mais en présence de la désorganisation de l'industrie les syndicats ne pouvaient encore développer aucune activité sérieuse, d'autant plus que l'armée d'occupation prenait ses précautions pour que jamais un syndicat ne dépasse le territoire d'une ville. Dans ces conditions se faisait ce qu'on pouvait faire et Varsovie s'organisa un Conseil des Syndicats ouvriers qui se trouvait sous l'influence de la social-démocratie et des P. P. S. de gauche (dont le groupe de Varsovie acceptait la plateforme du parti social-démocrate, et même en 1905 entra presque tout entier dans ce parti). Ce Conseil des Syndicats fut poursuivi pour son activité révolutionnaire. En 1906 finalement tout son Comité Exécutif fut interné dans un camp de prisonniers de guerre. Une nouvelle ère commença pour le mouvement syndical avec la révolution allemande. A partir de ce moment les syndicats se répandirent avec une extrême activité. Chaque nouveau membre devait d'abord résoudre cette question de principe : le syndicat sera-t-il antipolitique ou sera-t-il inséparable du mouvement politique ? Il existe en effet, depuis la création de la Pologne indépendante, deux espèces d'associations professionnelles : les unes communistes, les autres créées par les P. P. S. pendant l'époque de l'occupation et se proposant de combattre les premières (elles se nommaient alors « social-démocrates »). Tout en se disant « neutres » elles menaient en réalité une politique social-nationaliste.

En juillet 1919 se produisit une fusion de ces syndicats. Les communistes aspiraient à cette fusion de toutes leurs forces tout en se rendant bien compte que grâce aux syndicats de Galicie, complètement sous l'influence des P. P. S., la direction des syndicats passerait provisoirement entre les mains des P. P. S. Néanmoins cette fusion permit aux communistes d'exercer leur influence sur des masses ouvrières plus considérables et par là de les détacher plus vite des P. P. S. La fusion s'était faite sur la base de la reconnaissance du pouvoir des Soviets des députés ouvriers. Naturellement de la part des P. P. S. qui appartiennent corps et âme à la bourgeoisie, cette plateforme n'était qu'un chiffon de papier, qu'ils déchirèrent aussitôt. Ce parti ne réalisa la fusion des syndicats que là où il était sûr que la direction passerait entre ses mains. Dans les cas contraires non seulement il empêchait la fusion, mais il détruisait les associations ouvrières en créant des syndicats concurrents, en dénonçant les syndicats communistes ou même en agissant directement pour les faire fermer. L'influence des communistes augmentait néanmoins continuelle-

ment. La meilleure preuve en est le Congrès des Syndicats polonais de mai 1920, où les communistes reçurent plus des 2/3 des votes malgré les malhonnêtetés extraordinaires mises en œuvre par les P. P. S. pendant les élections dans les syndicats, dont la plupart se trouvaient sous son influence. Le P. P. S. qui avait la majorité au premier Congrès cassa la plateforme de la fusion et se prononça délibérément pour la dispersion des syndicats communistes. C'est pourquoi le « Commissariat Central », organe exécutif des syndicats, malgré les dispositions explicites du Congrès, ne réalisa pas la centralisation des associations professionnelles, mais soutint le séparatisme des syndicats de Galicie. De cette manière, le P. P. S. comptait préserver les ouvriers de l'influence des idées communistes. On le voit très distinctement dans la lettre du député Zulansky, président du Comité Central, à Mijka, fonctionnaire du Comité Central à Posen, lui recommandant de ne pas se presser de faire la fusion des syndicats du bâtiment, parce que le syndicat de l'ancienne Pologne du Congrès se trouve sous l'influence exclusive des communistes. Si l'on ajoute que le P. P. S. adoptait des méthodes terroristes à l'égard de tous ceux qui ne partageaient pas ses opinions, excluant par exemple des ouvriers pour avoir répandu le journal du bâtiment, si l'on ajoute encore que le P. P. S. est un auxiliaire de la police polonaise, la fameuse « défensive », on comprendra facilement combien sont difficiles les conditions dans lesquelles les communistes sont obligés de travailler.

Aussi n'est-il pas étonnant que par exemple la Direction des Syndicats d'ouvriers agricoles, qui reconnaît la lutte de classes et qui compte plus de 100.000 membres (le syndicat chrétien correspondant au même effectif) se trouve dans ces derniers temps entre les mains du P. P. S. L'ouvrier agricole, courbé sous le joug des gros propriétaires fonciers et de la police, qui ne recule devant aucune cruauté, et enfin « protégé » par la « défensive », est obligé de se tenir tranquille s'il ne veut pas perdre son gagne-pain et se trouver sans ressources.

Cependant, toutes ces méthodes ne servent de rien aux traitres professionnels de la cause ouvrière. L'idée du communisme se répand toujours davantage, même dans la citadelle du P. P. S., en Galicie. Le P. P. S. lui-même reconnaît et comprend qu'il lui est impossible de conserver la direction des syndicats, sinon grâce à l'aide de la police. Mais cette dernière pouvait bien ne plus être bientôt d'aucune utilité. Aussi le P. P. S. essaie-t-il une nouvelle voie : l'exclusion des communistes. Il hésite encore néanmoins devant l'application de cette mesure. Etant donné le développement actuel de la conscience de classe chez les ouvriers polonais, l'exclusion des ouvriers révolutionnaires des syndicats et l'exclusion des syndicats communistes de la Commission Centrale peuvent avoir des résultats très dangereux pour le P. P. S., c'est-à-dire de le faire exclure lui-même des syndicats. La lutte engagée autour des syndicats en Pologne, devient de plus en plus aiguë. Les grèves massives se multiplient.

Les masses ouvrières se mettent en grève en union avec les syndicats communistes ou sans eux contre les directions syndicales qui se trouvent encore sous l'influence des social-traitres.

R. M.

# Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

## ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à  
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

## CAMARADES !

Achetez tous vos Livres  
A LA  
**Bibliothèque Communiste**

Vient de paraître :  
**L'Etat et la Révolution**  
Par N. LÉNINE

Un volume in-16 jésus..... 4 francs.

Adresser toutes les commandes à René REYNAUD  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)

## POUR NOS CAMARADES RUSSES

Le Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale fait un pressant appel à tous ses adhérents pour qu'ils versent IMMEDIATEMENT le montant d'une de leurs journées de travail au profit de nos camarades de Russie.

Nul n'a le droit de se soustraire à ce geste de solidarité. Envoyer les fonds au camarade Cartier, trésorier, 120, rue Lafayette.

VIENT DE PARAÎTRE :

N. LÉNINE

## LE ROLE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

Une brochure ..... 0 40

Réduction de 25 % aux groupes.

Envoyer lettres et mandats à RENÉ REYNAUD, 123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).



Bibliothèque  
Communiste  
PARIS  
123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i> .....	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
K. HORNER. — <i>Social-Démocratie et Communisme</i> .....	0 60
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> .....	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> .....	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i> .....	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> .....	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> ....	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i> .....	0 40
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i> ....	2 50
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i> .....	2 »
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i> .....	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3<sup>e</sup> Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> ....	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> ..... épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> .....	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i> .....	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> .....	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> .....	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> .....	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2<sup>e</sup> Congrès)</i> ....	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2<sup>e</sup> Congrès)</i> .... épuisé	
.. <i>Hommage à la République des Soviets</i> , par H. Barbusse, etc. ....	1 25
.. <i>La Commune de Paris</i> (préface de Zinoviev) .....	5 »
.. <i>Voyage en Russie rouge</i> (album de 60 vues) .....	4 »

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>).  
Georges DANGON, imprimeur